



Mise en ligne initiale : le 5 juin 2022.

## L'armée russe dans le conflit ukrainien : quelles premières leçons ?

Cyril Gloaguen<sup>1</sup>

### *Chapeau*

L'armée russe a été pensée et conçue pour une guerre de destruction des forces armées de l'OTAN, pas pour une guerre d'occupation sur un territoire aussi étendu que celui de l'Ukraine. C'est l'un des nombreux paradoxes de cette armée : elle peut mille fois atomiser l'Europe ou les Etats-Unis, mais, faute de forces conventionnelles en nombre suffisant, elle piétine pendant trois mois devant les lignes de défense de l'armée ukrainienne.

Alors que la relance de la guerre russe contre l'Ukraine s'inscrit dans le temps long, C. Gloaguen présente un tableau remarquablement documenté de l'armée russe.

*« Le facteur militaire a joué et continuera à jouer un rôle important pour garantir les intérêts russes dans l'arène internationale »*

Igor Ivanov, ancien ministre russe des Affaires étrangères (Krasnaya Zvezda du 19 novembre 1996)

*« La particularité de l'Ukraine nazifiée moderne est sa nature amorphe et ambivalente, qui permet au nazisme de se dissimuler sous une aspiration à l'"indépendance" et à une voie de "développement" (en réalité, de dégradation) "européenne" (occidentale, pro-américaine).*

Dmitri Medvedev, ancien président de la Fédération russe (cité par F. Thom)

L'Ukraine n'aura pas été prise en quelques jours, le gouvernement Zelensky après quelques bombardements et un assaut hélicoptère contre l'aéroport de Hostomel le 24 février 2022 au matin ne se sera pas enfui à l'étranger après avoir ordonné aux forces armées ukrainiennes (FAU) de déposer les armes. Bien au contraire, trois mois après le début du conflit les FAU résistent toujours aux attaques d'une armée russe pourtant supérieurement équipée, après avoir réussi à forcer cette dernière à modifier considérablement son dispositif initial. Pour les spécialistes des forces russes, la surprise est de taille. Si la plupart ne méconnaissaient pas les progrès faits par les FAU depuis l'annexion russe de la

---

<sup>1</sup> Ancien attaché naval et militaire en Russie et au Turkménistan, ancien collaborateur des Nations Unies en Abkhazie/Géorgie, docteur en géopolitique (IFG, Paris VIII).

Crimée en 2014, tous, étrangers comme français, militaires comme civils, ont en revanche surestimé la capacité de celles-ci à réduire la résistance ukrainienne dans le temps court, très politique, exigé par le Kremlin. Comment auraient-ils pu ne pas se tromper ? Cette armée russe, comme l'ont montré les grands exercices stratégiques de ces dix dernières années, notamment les deux derniers, *Zapad* et *Vostok*, est en effet censée disposer dans tout le spectre tactique à stratégique d'une puissance offensive et défensive impressionnante, unique en Europe géographique, voire dans le monde. Cette armée n'a-t-elle pas réussi l'exploit de déployer en quelques mois le long de la frontière avec l'Ukraine depuis des unités parfois basées à plus de 9000 km de leur zone d'opération quelque 150.000 hommes et des milliers de blindés ?<sup>2</sup> Tout cela, rétorquera-t-on, n'est qu'affaire de logistique de temps de paix et ne montre nullement les capacités réelles de cette armée à combattre un adversaire déterminé, équipé et entraîné à l'occidentale, pas plus que ne le montraient ces multiples exercices « *endogames* » contre un ennemi fictif combattant dans le cadre d'un schéma tactique préétabli et de doctrines nationales d'emploi des forces. Certes. Mais ne serait-ce pas commettre un excès inverse en ne voyant plus dans cette armée russe, sous l'effet de l'émotion et des échecs, réels ou supposés, qu'elle rencontre en ces premiers mois du conflit, qu'un « *village Potemkine* » ou une « *puissance militaire fantasmée* » ? Si de nombreuses sources évoquent, à raison, une armée et des officiers vivant en vase clos, cachant derrière un discours nationaliste très enraciné dans le passé soviétique des tactiques, des procédures de commandement et des formations très formatées, certains disent même sclérosées<sup>3</sup>, reconnaissons que cette armée n'est pas celle d'un pays du Tiers-Monde, mais une armée structurée autour d'une culture militaire forte, dont les racines plongent profondément dans des traditions séculaires, qui dans le passé, y compris récent, a su produire des doctrines d'emploi et des armements novateurs, faire preuve de résilience, de surprise tactique et stratégique, et pensée pour accomplir des missions de combat interarmes et interarmées dans un espace géographique gigantesque<sup>4</sup>. Les opérations en Syrie depuis la décennie 2010, certes limitées en nombre de troupes et de moyens déployés, ont montré ses savoir-faire, sa capacité à s'adapter à l'adversaire et à surmonter les problèmes – déjà – logistiques, et les progrès faits depuis le piteux conflit de 2008 contre la Géorgie. **Reste à savoir si cette armée russe est suffisamment dimensionnée pour affronter un adversaire de la taille de l'Ukraine (603 548 km carrés).** Ses points faibles – ou jugés tels par les observateurs occidentaux – sont connus, et le conflit ukrainien ne fait que confirmer certains biais et lacunes souvent soulignés dans le passé.

Lors du processus de planification de son engagement, on peut estimer à l'aune des faits récents que l'état-major général (EMG) à **Moscou a mal jaugé les facteurs-clés suivants** :

- 1) la détermination des politiques et des militaires ukrainiens à ne pas céder aux pressions politico-militaires initiées dès le début de 2021,

---

<sup>2</sup> A titre de comparaison, rappelons que la loi de programmation militaire 2014-2019 prévoit la possibilité pour les armées françaises de déployer sur un théâtre extérieur seulement 15.000 hommes et 45 avions de chasse.

<sup>3</sup> Selon certaines sources, le matérialisme dialectique, le fameux DIAMAT soviétique, serait ainsi toujours enseigné à l'académie de l'EMG.

<sup>4</sup> Pour mémoire le territoire de la Fédération russe représente quelque 17 millions de km<sup>2</sup>, 20 622 km de frontières terrestres (14 pays voisins) et 37.636 km de frontières maritimes (12 autres pays voisins).

- 2) le niveau d'accueil attendu des populations russophones (résistance passive/active),
- 3) l'excellence de la préparation au combat des FAU,
- 4) l'ampleur de l'aide occidentale, notamment en matière de renseignements, de formation et de livraison d'armes modernes,
- 5) la cohésion des Occidentaux une fois consommée l'entrée des forces russes sur le territoire ukrainien,
- 6) l'asymétrie entre ses intérêts vitaux et ceux des Occidentaux,
- 7) la détermination de ses soldats, notamment des appelés, à combattre un pseudo « ennemi ukrainien » fabriqué de toutes pièces par la propagande, mais nullement intériorisé par le simple soldat.

Pour expliquer le passage à l'acte (invasion du territoire ukrainien), quatre scénarios (il y en a sûrement d'autres) peuvent être de même avancés, la plupart pouvant s'imbriquer ou se compléter :

- 1) l'état-major général (EMG) a identifié tous les facteurs de risque, en tout ou en partie, mais a estimé pouvoir les surmonter, préjugant ainsi d'une faible résistance des FAU et des capacités des forces russes à encercler les FAU dans la poche du Donbass par le sud et le nord (auto-intoxication et/ou renseignement défaillant<sup>5</sup>) → niveau de crédibilité 3/3
  - 1a) l'EMG a parfaitement identifié les difficultés de détruire l'armée ukrainienne, mais a tout de même lancé l'offensive, les gains pressentis étant jugés par le Kremlin supérieurs aux pertes humaines et matérielles prévisibles → 2/3
  - 2) l'EMG a dû céder aux pressions d'un pouvoir politique qui voyait dans la situation politico-économique, sociale et sanitaire en Europe et aux Etats-Unis en cette fin d'année 2021 une fenêtre d'opportunité à saisir (scénario « à la criméenne ») et dans les dernières mesures politiques prises par Kyiv une menace à traiter d'urgence<sup>6</sup>. Surprises par l'ordre du Kremlin d'entrer en Ukraine, certaines unités n'auraient pas été prêtes au combat (notamment celles venant des régions militaires (RM) Centre et Est et celles qui étaient en manœuvre depuis plusieurs semaines) → 1/3
  - 3) les chefs militaires russes pensaient, comme le pouvoir politique, que l'emploi de la force serait inutile dans le mesure où les pressions aux frontières suffiraient à faire plier Kyiv. Partant, ils n'ont pas véritablement préparé les unités au combat → 1/3

Une fois donné le feu vert politique, le créneau de l'intervention (*en fait, une réactivation du conflit débuté en 2014*) est étroit. Ce feu vert est donné le 1<sup>er</sup> décembre 2021 lorsque V. Poutine rend publiques ses « *garanties sécuritaires* », voire dès septembre 2020, date de la publication de la nouvelle stratégie de sécurité ukrainienne. L'exercice stratégique *Zapad* s'est achevé le 16 septembre 2021 et, après une courte période de reconditionnement, l'armée russe se remet à enchaîner les manœuvres (voir tableau G *infra*) jusqu'à l'exercice « *Détermination de l'Union-2022* » qui se tient du 10 au 20 février 2022 en

<sup>5</sup> Le renseignement russe (FSB, SVR et GRU) aurait extrapolé la valeur combattive des FAU à partir des combats du Donbass entre 2014 et 2015 et ignoré les réformes radicales qui, à partir de 2015, ont profondément transformé l'armée ukrainienne. Il n'est pas impossible ici que l'EMG ait, contre toute attente, privilégié l'avis du FSB (renseignement politique) contre celui du GRU (renseignement militaire).

<sup>6</sup> Pour mémoire : approbation par Kyiv en septembre 2020 d'une nouvelle stratégie de sécurité nationale prévoyant le lancement d'un partenariat avec l'OTAN et une adhésion future à l'OTAN, suivie, en mars 2021, de la publication d'un décret initiant une stratégie de lutte contre l'occupation de la Crimée et de Sébastopol et la réintégration de ces deux territoires dans la république d'Ukraine

Biélorussie et qui va servir de couverture aux débuts des opérations le 24 février 2022. Pourquoi cette fin février ? Il convient tout d'abord, pour le Kremlin, d'attendre les réponses aux exigences (quasi-ultimatum) transmises aux diplomaties occidentales (*le texte envoyé par S. Lavrov aux chancelleries européennes et américaine date du 17 décembre 2021*). Or **ces pressions militaro-diplomatiques** censées éviter la guerre, qui ont en fait débuté dès la fin du premier trimestre 2021, sont, on l'a dit, **au cœur du scénario d'annexion/démilitarisation de l'Ukraine**. Les réponses occidentales, comme celle de Kyiv, non seulement sont négatives, mais certains gouvernements européens accélèrent à partir de mi-janvier 2022 leurs livraisons de munitions, d'armes anti-chars et anti-aériennes aux FAU. L'offensive militaire est décidée (cf. scénario 1 supra).

Deux variantes de l'intervention étaient prévue par l'EMG<sup>7</sup> : la première envisageait la concentration de l'ensemble du groupement de forces russe au Donbass et une deuxième qui aurait vu les forces russes attaquer sur quatre axes (Kherson, Kyiv, Kharkiv et Tchernihiv) de façon à couper les 60.000 FAU présents au Donbass de leurs renforts (260.000h). C'est cette variante qui est retenue qui présente également l'avantage de s'emparer rapidement du siège du gouvernement : Kyiv. Notons que la pertinence de cette dernière est encore justifiée le 25 mars par le chef Opérations de l'EMG, le général Roudskoï, alors que l'armée s'apprête à revenir au premier scénario, celui de l'attaque frontale au Donbass.

De son côté, l'état-major « Opérations » de l'EMG (*Glavnoe Operativnoe Upravlenie G. Sh*), qui commande depuis Moscou le dispositif, demande du temps pour passer de la posture « entraînement/gesticulations » qui prévaut jusqu'alors à une posture « intervention » : il lui faut accélérer le déploiement des unités sur leurs zones de prépositionnement avec leur logistique, leurs soutiens et les munitions/carburant *ad hoc*, préparer les premières frappes/premières actions militaires avant de synchroniser la manœuvre des unités affectées aux cinq axes de pénétration (en comptant celui du Donbass), des unités de la marine, de l'aviation d'armée et de l'armée de l'Air. L'offensive doit aussi débuter tant que les sols sont encore suffisamment gelés pour permettre, au besoin, le déploiement des blindés hors des routes (voir infra), mais avant le dégel - la *raspoutitsa* - de printemps qui intervient habituellement dans le nord de l'Ukraine vers mi-mars avant les fortes pluies<sup>8</sup>. Enfin, le contingent recruté en octobre 2021 doit être suffisamment aguerri (soutien essentiellement) pour participer aux opérations aux côtés du contingent d'avril, et la campagne achevée avant que ce dernier ne soit libéré de ses obligations, c'est-à-dire vers fin mars 2022. Autres facteurs de contrainte temporelle : l'évacuation des populations du Donbass, qui doit être réalisée d'autant plus rapidement qu'elle signe la décision russe d'intervenir<sup>9</sup>, et la nécessité de respecter la demande du gouvernement chinois de ne pas déclencher l'opération avant la fin des Jeux de Pékin.

<sup>7</sup> Voir les déclarations du général S. Roudskoï, chef Opérations de l'EMG : <https://www.mk.ru/politics/2022/03/25/razrabotchik-plana-specoperacii-na-ukraine-raskryl-ee-glavnye-celi.html>

<sup>8</sup> Voir The Washington Post : *Ukraine faces severe cold blast as it fights Russian invasion..*

<sup>9</sup> Les premières évacuations de civils du Donbass auraient débuté vers le 16 février 2022.

Le narratif qui laisse supposer une mauvaise préparation de l'armée russe (manque de troupes, de matériels/équipements, de pièces détachées, de carburants, etc.) **ne résiste pas à l'analyse** : le volume d'entraînements menés aux frontières ukrainiennes, notamment ceux des unités professionnelles, a en effet été considérable depuis le début de 2021 (voir infra tableau G) tandis que, sur cette même période, les renforcements en matériel et en munitions des unités des RM Ouest et Sud n'ont jamais cessé. Le scénario 1) supra semble donc, *a posteriori*, le plus probable. Possiblement associé à une opération de déstabilisation du gouvernement ukrainien<sup>10</sup>, ce scénario seul explique le sous-dimensionnement logistique de l'opération, cette dilution du dispositif en cinq axes du nord au sud, la faiblesse des effectifs engagés (150.000h<sup>11</sup>) dans un pays plus étendu que la France, la présence derrière les unités de mêlée de troupes de la Garde nationale (*généralement utilisées pour le maintien de l'ordre dans les villes*), ces colonnes d'unités légères (4x4 Tigr, BTR-82) précédant les unités lourdes et l'artillerie, l'importance du dispositif russe au nord de Kyiv (4 AIA et 1 CA), l'assaut hélicoptère quasi-suicidaire au matin du 24 février 2022 contre Hostomel et le fait que l'armée russe avait, d'évidence, pour consigne dans les premiers jours du conflit de prendre intactes les infrastructures économiques stratégiques, comme les aéroports, les routes et les ports ou, du moins, de les frapper graduellement afin de faire monter la pression sur le gouvernement ukrainien et éviter de s'aliéner les populations. Enfin, il n'est pas interdit de penser que l'armée biélorusse, qui n'a cessé depuis un an de s'entraîner aux côtés de sa consœur russe, notamment lors de *Zapad* et de *Détermination de l'Union-2022*, devait également intervenir dans le conflit et renforcer le dispositif au nord de Kyiv. Certaines déclarations faites par le président Loukachenko fin 2021 laissent entendre que cette implication biélorusse pourrait avoir été un temps planifiée<sup>12</sup>.

Un mot sur les *pressions politico-militaires* à l'instant évoquées. Celles-ci ont pour but d'obtenir un résultat politique en maintenant l'engagement militaire au strict minimum. Elles doivent être perçues comme une *phase du conflit* et non pas comme un acte *extérieur* à ce conflit. La Russie est en guerre contre l'Ukraine depuis au moins le 1<sup>er</sup> décembre 2021, date du discours de V. Poutine évoqué supra. Associées à divers outils de coercition indirecte (*sphère informationnelle, cyber, menaces nucléaires, diplomatie, déstabilisation des régimes politiques, etc.*), dont la principale a été la « crise migratoire » artificiellement organisée fin 2021 par Moscou et Minsk, ces pressions sont d'ailleurs théorisées comme telle (*phase d'un conflit*) par la doctrine russe d'emploi des forces depuis plusieurs années, à tout le moins depuis le discours prononcé par le général Gerasimov en 2013 (stratégie de coercition ou « *guerre de nouvelle génération* »). L'affaire de Crimée et du Donbass, en 2014-2015, n'en a été qu'une pâle répétition et la Syrie un terrain d'exercice pour des commandants

<sup>10</sup> Notons à cet égard l'interdiction faite le 21 mars par le président ukrainien Volodymyr Zelensky de 11 partis « pro-russes », accusés d'être au service de l'envahisseur, dont le principal « *Plateforme d'opposition-Pour la vie* » (44 députés à la Rada) des oligarques V. Medvedchuk et Yu. Boyko.

<sup>11</sup> Puisque, pour l'EMG, il ne devait pas y avoir de résistance ukrainienne, ces effectifs étaient sans doute destinés à occuper les sites stratégiques dans l'est et le sud du pays, y compris Kiev et Kharkiv, les 2 oblasts du Donbass et les ports de la mer Noire et de la mer d'Azov.

<sup>12</sup> Voir, notamment (tableau D), sa très ambiguë déclaration du 2 décembre 2021.

d'unités que l'on retrouve depuis le 24 février 2022 de la banlieue de Kiev à Kherson, de Marioupol à Severodonetsk.

L'intervention russe en Ukraine représente, après la Transnistrie, la Géorgie (*Ossétie du Sud et Abkhazie*), la Crimée/Donbass, le Karabakh, l'Asie centrale et la Biélorussie, **le dernier maillon d'une politique de « recomposition de l'empire russe »** théorisée dès 1993 (*doctrine de l'étranger proche*), mais en fait déjà visible dès 1992 dans la création de la CEI (*et de son pendant militaire qui devient plus tard l'OTSC au début des années 2000*) et dans les interventions en Abkhazie (1992-93) et en Transnistrie. Cette politique s'accélère avec les deux guerres de Tchétchénie, puis le refus de se retirer de Transnistrie malgré la signature par Moscou en novembre 1999 des accords OSCE d'Istanbul, avant d'être en quelque sorte « officialisée » par les discours de V. Poutine en 2006 à Tachkent puis en 2007 à Munich. Il s'agit là d'un processus opiniâtre, mais délibérément lent pour des raisons économiques (*ne pas effrayer les investisseurs étrangers, renforcer le socle industriel, la dépendance des Européens au gaz/pétrole, etc.*) et de politiques intérieure (*nécessité de maintenir un équilibre entre budgets militaires et budgets « civils »*) et extérieure (*noyer l'agression/annexion dans le commerce et la diplomatie*). Son moteur est tout autant idéologique (*les pays issus de l'ex-URSS continuent d'être perçus par Moscou à travers le prisme de l'unité du territoire soviétique*) qu'économique, la géopolitique étant dépendante de ce dernier volet : le territoire russe étant géographiquement à l'écart des grands pôles économiques mondiaux<sup>13</sup>, il s'agit de l'en « rapprocher » pour ouvrir aux industries, principalement liées aux secteurs de l'extraction de matières premières et de l'armement, et à la diplomatie un espace de manœuvre. L'interventionnisme russe dans l'espace post-soviétique a, aussi, pour but **d'empêcher toute apparition aux frontières de la Russie de régimes politiques indépendants, surtout démocratiques, qui entraînerait une rupture avec les réseaux politico-affairistes russes** (*cas flagrants de la Géorgie et de l'Ukraine*) ; de contrôler les voies d'exportation du gaz et du pétrole vers l'Union européenne ; de pousser ses voisins à adhérer aux espaces militaro-économiques contrôlés par Moscou (*Union économique eurasiatique, CEI, OTSC, ADIZ communes, etc.*). L'annexion de la Crimée en 2014 a ainsi rendu possible l'opération de Syrie, qui, à son tour, a permis l'implantation russe en Afrique. Cette politique est naturellement renforcée par des pratiques généralisées de corruption des élites politiques et économiques étrangères, de gesticulations militaires mettant notamment en œuvre les vecteurs nucléaires, de déstabilisation de l'UE et de l'OTAN, de préférence pour le dialogue bilatéral, etc. **Le conflit ukrainien marque un tournant dans cette politique qui, jusqu'alors, n'avait jamais été véritablement freinée.**

Tout arrêt du conflit est, pour Moscou, inenvisageable, notamment pour les raisons suivantes :

- 1) l'Ukraine en raison de l'importance numérique des Russophones, des vellétés d'une large part de la population générale à s'émanciper de l'héritage (*politique, industriel, linguistique et culturel*) soviétique (*et donc russe*), de la nature démocratique de son régime politique tourné vers l'expérience des

<sup>13</sup> Comment ici ne pas recommander au lecteur curieux le petit livre de Pascal Marchand, « Atlas géopolitique de la Russie » (éd. Autrement), sûrement l'un des meilleurs travaux sur la Russie parus en France ces dernières années.

PECO, de son économie, de ses débouchés sur la mer Noire entre Abkhazie et Transnistrie/Balkans, ses ports, ses richesses naturelles, etc. ne peut être autorisée à quitter la zone d'influence russe,

- 2) l'hystérie collective déclenchée par la propagande du Kremlin contre l'Ukraine a atteint une violence inouïe qui va rechercher aussi loin que possible le démembrement du pays, la destruction de sa culture, voire l'annihilation d'une partie de sa population (*cf. les déclarations récentes du Patriarche Cyrille, de l'ancien président D. Medvedev et ce pamphlet publié par T. Sergueïtsev dans RIA Novosti le 3 avril 2022*<sup>14</sup>),
- 3) le Kremlin cherche à absorber les populations russophones d'Ukraine pour pallier la faiblesse de la démographie russe<sup>15</sup>,
- 4) V. Poutine ne peut, sans menacer son pouvoir et, partant, l'équilibre de « l'empire », ramener son armée dans ses casernes sans gains géopolitiques notables à présenter aux familles des milliers de soldats tués ou blessés.
- 5) Ce conflit soude la population autour du Kremlin sur fond d'économie en berne et de sanctions occidentales qui commencent à produire leurs effets.

Partant, sauf revers militaire naturellement (voir infra), ce conflit devrait aller au terme choisi par Moscou, quel qu'il soit, et nul ne peut dire combien d'hommes et de matériel la Russie acceptera de sacrifier pour atteindre son ou ses buts politiques, jusqu'où elle est prête à aller pour vaincre à ses frontières un pays qui, *à ses yeux*, représente un danger mortel pour ses intérêts vitaux et la nature de son régime politique. **Combien de mois ou même d'années elle y consacrerait.** Cette question est la seule qui vaille, même si, bien sûr, elle cache de multiples chausse-trappes, pas uniquement militaires, qui peuvent à tout moment – soyons lucides après avoir été surpris – faire basculer le conflit dans un sens contraire aux intérêts du Kremlin<sup>16</sup>. L'incertitude est plus que jamais de mise, malgré les succès récents de l'armée russe au Donbass. Convenons, enfin, que ce conflit, qui met aux prises deux anciens pays membres de l'URSS, dont le russe est une langue commune, qui partagent de multiples liens civilisationnels, militaires, religieux, familiaux, ethniques, dont une partie des armements sont communs (à l'exception du Z ou du V !), revêt **des particularités uniques** qui n'en font pas une répétition d'un conflit entre la Russie et l'OTAN, encore moins des guerres de Syrie et de Géorgie.

### L'armée russe, c'est quoi ?

Ces dernières questions et remarques relèvent toutefois plus du champ politique que militaire. **Sur le terrain, l'armée russe connaît d'indéniables revers.** Dès lors, une question s'impose : cette armée a-t-elle les moyens non seulement de continuer le combat, mais encore d'atteindre les buts de guerre fixés par le Kremlin, notamment et *a minima*, l'annexion des oblasts de Lougansk et de Donetsk, la préservation des zones conquises dans la région de Kherson et l'écrasement de l'armée ukrainienne au Donbass ?

---

<sup>14</sup> Voir le texte (en russe) : <https://ria.ru/20220403/ukraina-1781469605.html>

<sup>15</sup> Comme l'a montré l'annonce faite par Moscou mi-mars d'ouvertures de couloirs humanitaires quotidiens vers la Russie, proposition refusée par Kyiv. Cette annonce cachait aussi, naturellement, une volonté de manipuler les flots de réfugiés dans le sens de la propagande du Kremlin : les populations fuient les exactions des « nazis ukrainiens » affirment les chaînes russes.

<sup>16</sup> Parmi lesquelles, hormis la défaite des armées russes, les sanctions économiques, le coût de la guerre (1 milliard de \$/jour selon certains analystes !), voire les pressions dans l'entourage de Poutine ou de la société russe elle-même, ou ... le cancer dont serait (une nouvelle fois !) atteint Poutine.

La mission première des forces armées russes est la défense du territoire national, même si l'OTAN<sup>17</sup>, aux frontières ouest, et les Etats-Unis aux frontières est (Béring/Pacifique nord et Arctique), continuent d'être perçus comme des menaces existentielles au point de façonner la structure même des unités de mêlée (forte prédominance des unités d'artillerie/missiles et blindées), de la marine (sous-marins nucléaires) et de la défense aérienne stratégique. Cette perception de l'OTAN comme menace est également un « *biais psychologique* » dont les généraux actuels ont hérité de l'armée soviétique : **la Russie, héritière de la puissante URSS, ne peut parler autrement avec l'OTAN et, surtout, avec les Etats-Unis que sur un pied d'égalité.** C'est un premier point et un point important. Ses moyens conventionnels sont déployés, comme on le sait, au sein de cinq grands commandements stratégiques interarmées (*Régions Militaires (RM) ouest, sud, centre et est et un grand commandement stratégique/OSK autour de la Flotte du Nord*) qui couvrent tout le territoire et dont le rôle est de repousser toute incursion extérieure, chaque RM, en cas de besoin, venant aider sa voisine selon une logique de domino. C'est d'ailleurs ce à quoi l'on assiste en Ukraine. En cas de conflit, ces structures se transforment en échelon de commandement régional ayant emprise sur tous les moyens de l'Etat jusqu'au niveau des administrations (gardes-frontières, Garde nationale, ministère de la Sécurité civile, etc.), des banques, entreprises ... Les forces disponibles ne permettant pas de couvrir l'ensemble de cet énorme territoire de 17 millions de km<sup>2</sup>, des unités du 1<sup>er</sup> échelon<sup>18</sup> (*voir Mobil'nost'-2004, par exemple, le 1<sup>er</sup> grand exercice de projection<sup>19</sup>*), dont les unités VDV (Troupes parachutistes/assaut aérien) et les Troupes de marine constituent le cœur, ont été créées, capables de se projeter sur plusieurs milliers de kilomètres en moins de 24h. Les trous capacitaires qui apparaissent en raison de l'insuffisance du nombre d'avions de transport (VTA<sup>20</sup>) sont comblés par les moyens des Troupes ferroviaires.

Officiellement, le *Plan national d'armement/Loi de programmation militaire* (PNA) 2011-2020 s'est soldé par un succès, les graves dysfonctionnement du passé ayant été corrigés avant d'être soumis au verdict de 11 grands exercices stratégiques et de deux fois plus d'exercices d'alerte inopinés, parfois de plus grande ampleur<sup>21</sup>. La réactivité des forces, leur entraînement, les structures de commandement, le niveau de professionnalisation, etc. ont fait l'objet de tous les soins, tandis que les domaines d'excellence traditionnels (*défense sol-air, artillerie, armes d'infanterie, GE, hélicoptères d'attaque et de manœuvre, nucléaire stratégique, transport ferroviaire, satellites, chars de combat<sup>22</sup>*) ont encore été renforcés. L'accent a été mis sur le remplacement des équipements les plus anciens (ils étaient nombreux), la création d'un C4ISR moderne et la numérisation de l'espace de bataille, volet particulièrement mis en avant lors de la campagne syrienne et par tous les derniers salons d'armement. Une certaine

---

<sup>17</sup> Ce sont ainsi les RM Ouest et Sud qui ont, ces dernières années, été les plus renforcées, notamment en chars de combat. Sur les 39 nouvelles brigades blindées créées depuis 10 ans, 32 sont créées sur ces 2 théâtres. Curieusement, les forces navales de Baltique ne sont que tardivement concernées par ce renforcement, priorité étant donnée sur ce théâtre à la protection des approches notamment par moyens missiles (SS-26, bulles AD/A2, etc.).

<sup>18</sup> Les unités au plein de leurs effectifs et matériels.

<sup>19</sup> Voir mon article « *Les tropismes centre-asiatiques de la Russie* », Défense Nationale n°669 de novembre 2004.

<sup>20</sup> La Russie en aurait toutefois plus de 370 (VTA).

<sup>21</sup> L'exercice Tsentr (RM Centre) de 2015 aurait ainsi vu la participation de 160.000 hommes

<sup>22</sup> Sur un parc estimé à quelque 2600 à 3300 chars de combat opérationnels, 1200 sont ainsi aujourd'hui des versions modernisées de chars conçus dans les années 70 et 80 (T-72B3/B3M), le nombre des plus récents T-90 ne dépassant sans doute pas les 200 unités. Le très innovant, mais très coûteux, T-14 *Armata* connaît, lui, des problèmes de mise au point et ne devrait pas être produit en nombre avant quelques années.



capacité de projection de puissance a été retrouvée grâce, par exemple, à l'entrée en dotation de nouveaux missiles air-sol Kh-101 et Kh-47M2 *Kinzhal*, sol-sol SS-26 *Iskander* et mer-sol de la famille des *Kalibr* de la marine. Le segment des drones de combat qui, au début des années 2010 dépendait quasi exclusivement de machines israéliennes, s'est vu doter de plusieurs modèles nationaux allant du petit drone tactique au drone de type MALE. La protection des approches et frontières, notamment des côtes (Troupes côtières de la marine), n'a pas oubliée et celles-ci ont été sanctuarisées grâce au déploiement de missiles modernes anti-aériens et antinavires (*S-400/S-350*, *système Bastion-P*, etc.). L'ensemble est renforcé par des pratiques très rôdées et efficaces de « *guerre de nouvelle génération* » (hybride), selon l'expression utilisée en 2013, on l'a vu, par le CEMG, le général Gerasimov<sup>23</sup> (*médias, propagande, désinformations, inversion du discours agresseur/agressé, légitimation de l'action militaire par le droit international, menaces nucléaires, etc.*). Enfin, ces forces armées peuvent être déployées dans tous les milieux : amphibie, aéroporté, montagne et arctique.

**Tableau A : structures des forces armées russes en 2022**

<b>Armée//Vid Voysk</b>	<b>Armée de Terre</b> ( <i>sukhoputnyie voyska</i> ) 280.000	<p><b>Armes//rod voysk :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fusiliers motorisés,</li> <li>• Unités blindées,</li> <li>• Troupes de missiles et d'artillerie (RViA),</li> <li>• Troupes de défense aérienne (PVO SV),</li> <li>• Troupes spécialisés et services (NRBC, génie, transmission, guerre électronique, arme du train (autre que troupes ferroviaires))</li> </ul>
	<b>Marine</b> 150.000	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 flottes et 1 flottille,</li> <li>• Forces sous-marines,</li> <li>• Forces de surface,</li> <li>• Aéronavale,</li> <li>• Troupes côtières : troupes de marine (TdM) et troupes d'artillerie côtière (BRAV)</li> <li>• Forces spéciales (Spetsnaz) → lutte anti-plongeurs, etc.</li> </ul>
	<b>Forces aérospatiales (VKS)</b> (VVS/PVO) 165.000	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Armée de l'air (VVS) :</b></li> <li>- Aviation stratégique (<i>dal'naya aviatsiya</i>) (Tu-22M3, Tu-160 et Tu-95MS) → celle-ci relève directement du Président russe. Elle forme avec les RVSN et les forces navales équipées de missiles conventionnels la partie « <i>forces stratégiques offensives</i> (SNS en russe) » des « <i>forces stratégiques de dissuasion</i> ». Sa partie « <i>forces de défense stratégiques</i> (SOS en russe) est formée par les troupes de missiles côtiers et les unités KS (voir infra), PRO et PVO.</li> <li>- Aviation tactique (<i>frontovaya aviatsiya</i>) → chasse : Mig-29, Mig-31, Su-27, Su-30SM et Su-35 – bombardement : Su-24 et Su-34 – assaut/appui-feu : Su-25 – RECO : Su-24MR,</li> <li>- Aviation d'armée (hélicoptères) : Mi-24, Mi-28, Ka-52, Mi-26, Mi-8/17</li> <li>- Aviation de transport (VTA) : Il-76, An-26 et 12, An-124</li> <li>- Aviation spéciale (RENS/GE, ravitaillement, etc.).</li> <li>- Troupes de défense aérienne (ZRV) : S-400, S-500, S-300/350, Buk, Pantsir-S1, Tor-M2, Tunguska, Strela-10</li> <li>- Troupes radio-techniques (RTV)</li> <li>• <b>Troupes de défense aérienne (PVO) et antimissiles (PRO) :</b> défense de Moscou (A-135 Gorgon, 53T6</li> </ul>

<sup>23</sup> Pour les russisants voir : [https://ru.wikipedia.org/wiki/Доктрина\\_Герасимова](https://ru.wikipedia.org/wiki/Доктрина_Герасимова) . Cf également l'alinéa 8/n de la doctrine militaire de 2014 qui ajoute à celle de 2010 le concept du « *système de dissuasion non-nucléaire* » défini comme « ensemble de mesures de politique extérieure, de mesures militaires et militaro-techniques, destinées à empêcher une agression contre la Fédération de Russie à l'aide de moyens non nucléaires ».

		<p>Gazelle et S-400, S-300PM1/PM2 et Pantsir-S1 + radars ABM)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Troupes spatiales (KS)</b> : satellites, surveillance spatiale, bases spatiales de Plesetsk, Baykonur, Svobodnyi, etc.</li> </ul>
Armes/Rod Voysk	<p><b>Troupes de missiles stratégiques (RVSN)</b> 50.000</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 armées de missiles, soit 11 divisions (Vladimir, Orenburg et Omsk) → 320 lanceurs SS-18, SS-19Mod4, SS-25, SS-27, RS-24 (silos et mobiles)</li> <li>• 4<sup>ème</sup> centre d'essai de Kapustin Yar</li> <li>• Cf observation supra à <i>aviation stratégique</i></li> </ul>
	<p><b>Troupes parachutistes (VDV)<sup>24</sup></b> → réserves stratégiques du président russe 45.000</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 divisions et 3 brigades d'assaut par air et parachutistes</li> </ul>
Autres troupes	<p><b>Troupes spéciales/spécialisées</b> 180.000</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appareil du MINDEF : 10.500,</li> <li>• Appareil de l'état-major général : 11.300</li> <li>• <b>Commandos du GRU/spetsnaz</b></li> <li>• <b>Forces des opérations spéciales (SSO) de l'EMG</b> (les « petits hommes verts » et autres « gens polis » de Crimée en 2014)</li> <li>• Troupes de défense NRBC/RKhBZ (10.000 ?)</li> <li>• Troupes de transmissions,</li> <li>• Troupes de transmission,</li> <li>• Troupes de guerre électronique (REB),</li> <li>• Troupes de guerre informationnelle (créées vers 2015),</li> <li>• Service de Santé des armées,</li> <li>• soutien logistique des forces armées//MTO VS RF (ex-services de l'arrière):</li> <li>- Troupes ferroviaires/ZhDV (30.000),</li> <li>- Troupes de pose de pipelines/TrV,</li> <li>- Troupes routières/DV (pose de ponts, construction de routes, etc.),</li> <li>- Troupes automobiles/AV,</li> </ul>
Civils	<p>Environ 887.000 (dont 315.000 femmes)</p>	
	<p><b>Total des effectifs des forces armées russes :</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 921.500 militaires (total supra)</li> <li>• 910.000 (nombre de militaires vaccinés contre la covid)</li> <li>• 1 million (→ effectifs militaires autorisés par décret présidentiel)</li> <li>• Personnel professionnel sous contrat : 55% environ, dont au moins 130.000 s/off (<i>praporchiki/mitchmani/serjenti</i>) et au moins 150.000 officiers.</li> <li>• Personnel appelé : 270.000 environ (30%)<sup>25</sup></li> </ul>

Sur le plan de son organisation générale, cette armée aborde le tournant de la décennie 2010 et « les années Choïgou » après plusieurs tentatives de réformes avortées, de sous-financement, de va-et-vient doctrinaires, et une guerre de cinq jours en Géorgie (2008) qui a montré son piètre niveau tactique et opérationnel. En 2009, dans le cadre des réformes d'A. Serdioukov, la vieille organisation soviétique (Région militaire, armée, division et régiment) laisse place à une organisation tripartite : commandement opérativo-stratégique (RM/OSK) - commandement opératif (AIA) - brigade. L'échelon divisionnaire est supprimé

<sup>24</sup> Pour un organigramme complet des VDV (en anglais) voir : [https://ru.wikipedia.org/wiki/Воздушно-десантные\\_войска\\_Российской\\_Федерации#Реформы\\_ВДВ\\_в\\_1990-х\\_годах](https://ru.wikipedia.org/wiki/Воздушно-десантные_войска_Российской_Федерации#Реформы_ВДВ_в_1990-х_годах)

<sup>25</sup> Ces 270.000 appelés du contingent mobilisés chaque année en deux fois (appels de printemps (avril) et d'automne (octobre) représentent moins de 10% d'une classe d'âge.

et l'armée de Terre réorganisée en brigades interarmes légères, moyennes (BFM) et lourdes (blindées) auxquelles sont ajoutées, en plus ou moins grand nombre selon les zones géographiques, des brigades d'appui spécialisées (génie, artillerie, GE, etc.). **La réforme est obtenue au prix d'une réduction drastique, sans précédent, des unités et des cadres officiers** : l'armée de Terre passe de 1980 à 172 unités, l'armée de l'Air de 340 à 180 et la marine de 240 à 123<sup>26</sup>. Le corps des officiers est divisé par 2,5 (355.000 à 150.000), le rajeunissement des cadres étant recherché, ainsi que la professionnalisation du corps des sous-officiers. Parallèlement, les effectifs du personnel civil, fait révélateur, sont préservés. 85 brigades dites « *intégrales* », c'est-à-dire en disponibilité opérationnelle (*postoyannaya gotovnost'*), voient le jour dans l'armée de Terre, contre seulement 6 divisions opérationnelles en 2008, tandis que disparaissent les « *unités de cadres* » qui sont dissoutes ou transformées en entrepôts de matériels<sup>27</sup>. Les régions militaires et les armées interarmes deviennent respectivement des commandements opérativo-stratégiques et opératifs (voir supra). Avec l'arrivée en 2012 à la tête du ministère de S. Choïgou, l'échelon divisionnaire est recréé débouchant, de fait, sur l'existence aujourd'hui d'un système mixte. Dans le volet logistique, enfin, des réformes sont toujours en cours depuis 2016 dans le but de remplacer les 330 entrepôts et bases de stockage de l'armée par 24 « *ensembles de production et de logistique* » (PLK) dont la construction et la gestion font l'objet de partenariats entre le ministère de la Défense et le secteur privé.

Cette vitrine officielle, imposante par l'ampleur de l'effort consenti, a, toutefois, souffert de quelques accrocs.

Dans les faits, et malgré une hausse indéniable des budgets « défense », le PNA-2011-2020 ne peut échapper sur sa période d'exécution à **la détérioration des indices économiques**. Après une sévère récession en 2009 (-7,5%) suivi d'un certain rétablissement, l'économie sombre à nouveau dès 2014 (-8% avec une inflation à 10%) en raison de la faiblesse des prix des matières premières et des sanctions occidentales (crise diplomatique de Crimée). Les entreprises endettées en dollars connaissent des problèmes d'investissement et demandent l'aide de l'Etat qui perd ainsi d'importantes rentrées budgétaires. **Les revenus réels de la population chutent de 10% entre 2014 et 2018** et le budget n'est que rarement à l'équilibre avec un baril dont le prix ne cesse de fluctuer. Le PIB remonte un peu dès 2018 (1653 milliards de \$ contre 2258 au pic de 2013) avant de s'effondrer une nouvelle fois lors de la crise du COVID-19. Ces facteurs économiques, couplés à d'indéniables difficultés de la BITD à mettre au point de nouveaux armements, obligent l'état-major à établir des priorités dans ses budgets et dans ses choix d'équipements. Alors que la triade nucléaire demeure prioritaire (10% des budgets) et que la professionnalisation des unités impose une hausse substantielle des salaires et soldes, de nouvelles armes sont certes mis en service<sup>28</sup>, mais qui bénéficient surtout aux unités d'élite. On assiste ainsi très tôt

<sup>26</sup> <http://www.bossmag.ru/archiv/2010/boss-02-2010-g/proshhay-sovetskaya-armiya.html>

<sup>27</sup> L'armée soviétique et l'armée russe jusqu'aux réformes de Serdioukov étaient, malgré quelques aménagements, divisées en 4 catégories : les unités en disponibilité opérationnelle (*boevaya gotovnost'*) qui disposaient de près de 100% de leurs effectifs de temps de guerre – les unités à « *effectifs réduits* » (*sokratchenogo sostava*) (environ 70%) – les entrepôts de matériels (5 à 10%) et les unités de cadres (5%) qui ne disposaient, en principe, que de leurs officiers et étaient destinées en cas de conflit à monter en force après mobilisation.

<sup>28</sup> On notera parmi les équipements les plus emblématiques entrés en service ou présentés dans les salons au cours de la décennie 2010-20, les blindés T-14/T-15, Kurganets, Boomerang, BTR-MDM, les LRM Tornado-G et S, le missile sol-sol lourd SS-26 Iskander, les systèmes AA Pantsir-SM et Tor-M2, les chasseurs Su-34, Su-57.

dans ce PNA à des politiques de modernisation de matériels anciens, notamment des avions et des blindés. De son côté, la marine prend de plus en plus l'aspect d'une flotte de petites corvettes/OPV armées de missiles mer-sol capables d'appuyer les opérations terrestres, tandis que, paradoxalement, pour des raisons de prestige et de préservation du tonnage global dans les classements internationaux, de grands navires inutiles et ruineux comme les *Kirov*, les *Slava* ou le PA *Kouznetsov* sont modernisés alors même que cette marine manque cruellement de frégates. Parallèlement, le pouvoir politique fait le choix, tout autant pour des raisons politiques que sociales, de maintenir artificiellement en vie de nombreuses industries de Défense (*grande pourvoyeuse d'électeurs poutiniens comme les armées*) qui, dans un écosystème compétitif, auraient été fermées. Parallèlement, certaines compétences techniques, capacités de production et de R&D, notamment navales, sont captées par le secteur de l'extraction des hydrocarbures, plus rentable. A partir de 2014, la BITD subit également de plein fouet les sanctions occidentales (*difficultés à financer la modernisation de leur capital*) et la rupture des liens industriels très étroits avec l'Ukraine. La corruption, endémique, perdure, provoquant chaque année l'évaporation de milliards de roubles, tandis que le MINDEF multiplie les procès contre les entreprises, signe que celles-ci ne respectent pas les calendriers de production. Ces multiples facteurs, comme sous l'URSS, vont à l'encontre d'une rationalisation des politiques d'achats d'équipements. On assiste ainsi dès le début dans années 2010 à l'apparition *dans chaque niche d'équipement* de phénomènes de télescopage/chevauchement des nouveaux programmes entre eux et avec les programmes de modernisation d'armements anciens. Certains sont lancés pour les besoins spécifiques de telle ou telle armée/arme, voire d'autres ministères et services concurrents (ministère des Situations d'urgence, Garde nationale, garde-côtes du FSB, etc.) sans grand souci apparent de rationalisation. Le 24 février 2022, les « forces terrestres » (armée de Terre, Garde nationale, VDV, Garde-Frontières, Troupes de marine et forces spéciales, troupes de PVO) pénètrent ainsi sur le territoire ukrainien équipées de plusieurs centaines de modèles de véhicules, de LRM, de canons et d'armements divers utilisant des munitions, des pneus, des huiles et carburants, des systèmes de transmission, des pièces détachées différents. Le volet des chars de combat comprend à lui seul, par exemple, trois modèles différents eux-mêmes déclinés en plusieurs versions. De leur côté, les forces aériennes, faute d'appareils véritablement polyvalents, débutent les opérations avec au moins huit types d'avions : des Mig-29, Su-27, Su-30SM et Su-35 pour la chasse, des Su-24 et Su-34 pour le bombardement et les Su-25 et Mig-31K pour l'assaut/appui-feu. Les hélicoptères de combat et de manœuvre sont, eux, tout aussi nombreux. On pourrait multiplier les exemples. **Un vrai cauchemar pour une logistique et une chaîne de MCO obligées de suivre au début du conflit les unités de mêlée sur plusieurs centaines de kilomètres en territoire ennemi et sur plusieurs axes de progression** (Kiev, Kharkov/Soumy, Donbass et Sud), chacun espacé de plusieurs centaines de kilomètres. Même si chaque front/axe s'adossait à une ou plusieurs armées interarmes, elles-mêmes soutenues par leur région militaire d'origine, le défi logistique ne pouvait qu'être énorme dès lors que les FAU opposaient une résistance.

Le PNA 2011-2020 est, malgré les difficultés rencontrées, un indéniable succès qui fait de l'armée russe la première armée d'Europe et laisse entrevoir sa physionomie à l'horizon 2030-35.

**Tableau B : modèles de chars de combat présents dans le conflit ukrainien**

Série des T-72	Série des T-80	Série des T-90
<ul style="list-style-type: none"> <li>• T-72A</li> <li>• T-72AV</li> <li>• T-72B</li> <li>• T-72B3 :</li> <li>• T-72B3M/B4 (2 modèles : 2011 et 2016) → au moins 4 modèles de motorisation (573, 780, 840 et 1130cv) et 3 modèles de canon de 125mm</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• T-80U et UK</li> <li>• T-80UD</li> <li>• T-80BV</li> <li>• T-80BVM</li> <li>• T-80UM2</li> <li>• T-80UE-1 → au moins 2 modèles de canon de 125mm et 2 motorisations différentes (diesel)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• T-90</li> <li>• T-90A</li> <li>• T-90M Proryv-3 → 3 motorisations (840, 1000 et 1250cv) et 2 canons différents de 125mm.</li> </ul>

Sources : presse et réseaux sociaux – Nota : les séparatistes du Donbass sont également équipés de T-64 (T-64BV)

A ces dysfonctionnements internes viennent s'ajouter des contraintes géographiques et politiques rencontrées, pour certaines, depuis au moins la deuxième partie du XIX<sup>ème</sup> siècle et qui sont autant d'éléments traditionnels de dilution de la puissance militaire russe :

- énormité d'un territoire à protéger/couvrir **s'étendant sur 11 fuseaux horaires** avec de fortes disparités climatiques → nécessité de concevoir des armements spécifiques (x des coûts), adaptés à ces différents théâtres (*Arctique, Baltique, centre-Europe, mer de Barents, mer Noire/Caspienne, Asie centrale, Caucase, Pacifique*),
- instabilité/menaces/hostilité de certains pays voisins nécessitant la création de bases aux frontières et des interventions régulières, notamment au Caucase et en Asie centrale,
- nécessité face à l'OTAN, ennemi « cible », de « faire masse » c'est-à-dire de conserver en unités/parcs des milliers de blindés et systèmes d'armes, des effectifs nombreux,
- nécessité d'équiper en armements spécifiques certains ministères et services de force (dilution des budgets, R&D),
- préservation, enfin, pour des raisons clientélistes, d'un grand nombre d'industries militaires par niche (voir supra).

En février 2022, c'est donc une armée partiellement modernisée, rajeunie, mais dont un tiers des effectifs est constitué d'appelés du contingent et qui conserve la structure plutôt figée, très caractéristique des unités soviétiques, où prédominent les unités mécanisées, blindées et d'artillerie<sup>29</sup> conçues pour un combat contre l'OTAN, à l'extérieur et à l'intérieur du territoire russe, qui se lance dans le conflit. Fait important (voir infra) : **les deux tiers environ de ces forces armées (Troupes de missiles côtiers, de PVO/PRO, marine, bases militaires à l'étranger, RVSN, etc.) ne sont pas constitués de forces projetables sur le terrain**

<sup>29</sup> Chaque armée interarmes (AIA) ou corps d'armée dispose ainsi systématiquement de 3 brigades organiques d'artillerie (canons, missiles sol-sol et missiles antiaérien). L'attribution en unités blindées autonomes est, par contre, très variée : si la RM Ouest, par exemple, dispose de 2 divisions blindées, la RM Centre n'en a qu'une, celle du Sud n'en a pas, les unités blindées étant rattachées directement aux divisions et brigades FM. Les unités de guerre électronique sont également présentes en nombre dans les unités.

**ukrainien** car assignées à la défense d'une zone géographique, de frontières ou d'infrastructures stratégiques.

Pour conclure cette rapide présentation, il convient, à ce niveau de l'analyse, de se demander si cette armée imposante, dimensionnée pour combattre et dissuader l'OTAN, est en mesure de répondre efficacement à la politique d'expansion du Kremlin *dans l'espace post-soviétique*. *A priori*, la réponse est oui. Indubitablement. Elle dispose en nombre, on vient de le voir, d'armes et d'équipements offensifs et défensifs plus modernes que ceux de tous ses adversaires potentiels réunis et de forces professionnelles bien entraînées. Pourtant, **les faits sont têtus** : il lui a fallu six ans (1999 à 2006) pour détruire la guérilla tchéchène, elle ne l'a emporté en Géorgie (2008) que laborieusement, avec plus de succès en Crimée (2014), mais plus difficilement au Donbass (2014-15). Quant au conflit en cours en Ukraine, on peut à bon droit se demander si la marche n'était tout simplement pas trop haute.

### **Le conflit ukrainien, une marche trop haute ?**

La relance de cette guerre en Ukraine (2022) est la première de haute intensité dans laquelle l'armée russe est engagée depuis sa création officielle en 1992. C'est un premier point. Le conflit syrien n'impliquait que des forces limitées (5000 h.), l'essentiel des troupes au sol étant constitué de troupes étrangères (Syriens, Iraniens, etc.). (*Pour des raisons évidentes, cette armée russe ne coïncidant pas avec l'entièreté de l'armée soviétique, je ne remonte pas au-delà de 1992 et ne tiens compte ni de la Seconde Guerre mondiale ni du conflit afghan<sup>30</sup>, même si les traditions militaires russes, comme celles de toutes les armées de l'ex-URSS, plongent naturellement dans ces deux conflits*). Si cette armée russe, second point, domine son adversaire par la masse de ses équipements, elle lui est, **paradoxalement inférieure en effectifs humains engagés** (voir tableau C), l'armée ukrainienne ayant ici un (très) net avantage.

---

<sup>30</sup> Pour les mêmes raisons, j'évite pour ne pas tomber dans les travers de la propagande du Kremlin selon laquelle la Russie « a gagné la seconde guerre mondiale ». L'armée allemande du front de l'Est a été vaincue par tous les peuples, à commencer par les peuples biélorusse et ukrainien, qui composaient à l'époque l'URSS. Tous ces peuples, aujourd'hui constitués en États, fêtent, eux aussi, le 9 mai chaque année, sauf peut-être le Turkménistan pour une raison qui m'a toujours échappé lorsque j'y étais attaché de défense.

**Tableau C : effectifs russes et ukrainiens en présence dans le conflit**

Forces russes et alliées	Forces ukrainiennes et alliées
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 à 125.000h (125 GTB*) des forces régulières (armée de Terre, Troupes de marine, troupes côtières, VDV...) + brigades de soutien (?)</li> <li>• Garde-Nationale, y compris unités tchéchènes : quelques centaines d'hommes,</li> <li>• 20.000 forces supplétives de RPD + 14.000 forces supplétives de RPL → l'ensemble = 15 GTB ?</li> <li>• 800 (?) volontaires de Transnistrie,</li> <li>• ? forces annexes → volontaires du Caucase (Sud-Ossètes, Abkhazes, Arméniens), Syriens, Wagner (500 à 1000), organisations cosaques, etc...</li> </ul> <p>* 125 GTB sur les 168 que compte officiellement les « forces terrestres » russes</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 204.000 à 215.000 forces régulières (dont 169.000 dans l'armée de Terre, 6500 dans la marine, 4000 dans les forces spéciales/spetsnaz, 10.000 (?) dans les troupes parachutistes/assaut aérien, 2000 (?) police militaire, etc.) + civils de la défense (50.000 ?)</li> <li>• Au plus 102.000 forces paramilitaires/territoriales (Garde nationale, troupes de l'intérieur, gardes-frontières, etc.),</li> <li>• 900.000 réservistes (combien de mobilisés ?)</li> <li>• Volontaires étrangers : quelques milliers ? → bataillon biélorusse Kalinowski (400 à 1000), bataillons tchéchènes Cheikh Mansour et Doudaev, bataillon de Crimée (Tatars), occidentaux (6000 de sources russes non vérifiées), etc.</li> </ul>

Sources : divers presse russe et étrangère, site Wikipédia de l'armée ukrainienne

Les FAU sont, en outre, parfaitement organisées entre troupes régulières, forces territoriales et volontaires/réservistes, disposent au matin du 24 février 2022 de forces mécanisées puissantes et bien équipées, combattent sur leur sol, et se préparent depuis 2015 à un conflit avec un ennemi qu'elle connaît bien<sup>31</sup>. Les axes de pénétration ont été identifiés, fortifiés, piégés sur certains tronçons (*mines anti-char, chaines d'IED*), notamment face au Donbass. Le territoire ukrainien, immense, (voir carte infra), entrecoupé de rivières, de plaines, de marais, couvert de forêts, où les routes sont rares et où la puissance russe se dilue, ajoute encore aux difficultés. Reste que le nombre des effectifs n'a jamais fait la valeur d'une armée, notamment dans les conflits modernes.

### Distances nord-sud et est-ouest du champ de bataille

<sup>31</sup> Très illustrative de cette préparation de la population à la guerre, la diffusion sur des sites internet des FAU de photos avec description des équipements russes à détruire à priorité. Voir par exemple [https://sprotyv.mod.gov.ua/portfolio/reb-ppo-priority-targets/?mc\\_cid=5bc732a2f5&mc\\_cid=65417236af](https://sprotyv.mod.gov.ua/portfolio/reb-ppo-priority-targets/?mc_cid=5bc732a2f5&mc_cid=65417236af)



Sur le terrain, les pertes dans le camp russe sont considérables<sup>32</sup>. C'est indéniable. Début juin 2022, l'armée russe et ses alliés du Donbass auraient déjà perdu en une centaine de jours, selon le site internet Oryx<sup>33</sup>, quelque 4207 équipements et véhicules divers, dont 747 chars de combat, et 1238 VCI/VBTT (soit une vingtaine par jour pour ces derniers)<sup>34</sup>. Près d'un tiers de ces équipements (1363) a été capturé et 316 abandonnés sans qu'il soit toujours possible d'en expliquer les raisons (pannes mécaniques ou d'essence, désertions, véhicules embourbés ?). Encore ne sont-ce là que les pertes identifiées à partir de sources OSINT<sup>35</sup>. Les décomptes publiés par le gouvernement ukrainien sont deux fois plus élevés que les chiffres d'Oryx, mais invérifiables. Il en va de même pour les pertes en vies humaines qui sont, quoi qu'il en soit, sûrement elles aussi élevées. Rappelons qu'un BTR-80 ou un T-72 détruits, ce sont, respectivement, 10 et 3 hommes tués. Les chiffres publiés chaque jour par les FAU sont certainement exagérés : 30.000 Russes tués fin mai 2022 sous-entendrait en effet quelque 90.000 blessés<sup>36</sup>, soit 120.000 tués et blessés c'est-à-dire plus ou moins l'équivalent de l'ensemble du personnel des GTB déployés sur le terrain ! Les sources occidentales sont plus mesurées qui évoquent la mort de 12 à 15.000 hommes dans le camp russe, soit une moyenne de 55.000 hommes mis hors de combat (tués et blessés), sans compter les prisonniers. Chiffres déjà considérables, mais tout aussi invérifiables que les chiffres ukrainiens. Le narratif du conflit étant largement monopolisé par une propagande ukrainienne prépondérante, il convient de rappeler que les pertes dans les rangs des FAU sont

<sup>32</sup> Ajoutons à ces pertes « matérielles » sur le terrain, les pertes indirectes, technologiques et opérationnelles, qui résulteront de l'analyse par l'OTAN des équipements russes saisis en Ukraine, notamment des systèmes de GE et de transmission. Pour l'OTAN, le champ de bataille ukrainien est devenu un « marché à ciel ouvert » où la plupart des équipements en service dans l'armée russe sont « disponibles sur étagère » !

<sup>33</sup> <https://www.oryxspioenkop.com/2022/02/attack-on-europe-documenting-equipment.html>

<sup>34</sup> Un peu plus d'une vingtaine des 85 brigades blindées de l'armée russe aurait donc été détruites.

<sup>35</sup> Michel Goya estime, comme le Pentagone, qu'il faut ajouter un supplément de 30 % pour obtenir les pertes réelles.

<sup>36</sup> Dans un premier compte rendu publié le 2 mars, Moscou faisait état de 500 soldats tués et de 1.600 autres blessés, soit un ratio de 1 à 3.



probablement du même ordre de grandeur, notamment depuis le recentrage des opérations russes au Donbass, fin avril 2022<sup>37</sup>.

On ne s'étendra pas ici sur les difficultés et les dysfonctionnements nombreux, certains caricaturaux, inexpliqués à ce stade, rencontrés par l'armée russe dans ce conflit. La plupart trouvent probablement leur source dans une planification de l'intervention inadaptée à la puissance réelle des FAU, l'étendue du territoire à contrôler, au grand nombre de villes, dans des défauts de commandement aussi, comme le fait, par exemple, de n'avoir pas placé initialement l'ensemble du dispositif sous le commandement d'un seul officier général présent sur le terrain<sup>38</sup>, ou un entraînement insuffisant et trop formaté ; certains sont tout simplement grossis par la propagande ukrainienne et occidentale. D'autres pourraient aussi être le résultat de l'action invisible de l'OTAN (*guerre électronique, cyber, forces spéciales sur le terrain*, etc.). Arrêtons-nous toutefois sur les plus médiatisés ces derniers jours. Le *groupement tactique bataillonnaire* (GTB/GTIA<sup>39</sup>) a été particulièrement critiqué au début du conflit. D'aucuns ont pointé l'insuffisance de ses effectifs de fantassins (2 à 300), sa difficulté à lancer une offensive tout en protégeant ses flancs et ses arrières, la concentration insuffisante de son artillerie lors d'attaques venant de plusieurs directions, ses difficultés de coordination des multiples armes qui le composent et de reconstituer sa puissance de combat sans être obligé d'aspirer les moyens de sa brigade de rattachement, parfois localisée à plusieurs dizaines de kilomètres de sa position<sup>40</sup>. Certains de ces GTB seraient également issus de brigades « mixtes », c'est-à-dire composées à la fois d'appelés et d'engagés (*les GTB sont toutefois censés être formés entièrement de personnel sous contrat*), organisation qui complique, voire interdit, les relèves, même si les appelés peuvent se voir contraints, comme hier en Syrie, de signer des contrats d'engagement<sup>41</sup>.

Le groupement tactique bataillonnaire russe (батальонная тактическая группа)

Artillerie	Infanterie / FM	Génie	Cavalerie/armée blindée	Infanterie navale (IN)	VDV (divisé en troupes aéroportées et assaut par air)	Constitution
1 batterie à 6 LRM + batteries d'obusiers de 122 ou 152 mm) + (pas tous), 6 Pantsir S-1 comme DCA ou 6 obusiers automoteurs	200 à 300	Cf →	1 compagnie de 10 chars T-72B3 ou T-80 ou T-90) + 30 à 47 VCI (types BMP-2 ou 3)	Cf →	/	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cf : ex. d'un GTB au Donbass (2016) : 1 cie chars, 3 à 4 cie FM, 2 cie A/C, 2 à 3 batteries DA/LOG (la moitié vient de la brigade de rattachement). → le tout fait de 600 à 900 pax.</li> <li>Un GTB classique (autour de la brigade) : 3 compagnies de FM (à 100 pax et 30 BMP-2 ou 3), soit un bataillon, + 1 ou 2 compagnies blindées soit 10 à 20 chars T-72B3 ou T-80 ou T-90 + 6 mortiers lourds + 6 LRM et, éventuellement, 6 Pantsir-S1 pour l'autodéfense AA.</li> <li>→ 1 GTB (moyenne de calcul) = 7 à 800 pax (300 fantassins), 40 VCI et 10 chars</li> </ul>

<sup>37</sup> Mi-avril 2022, la fourchette des pertes ukrainiennes s'échelonnaient, selon les sources, de 3000 (Kiev) à 23.000 tués (Moscou). Le Pentagone avançait de son côté le chiffre de 5500 à 11.000 tués pour 18.000 blessés. Le président Zelenski reconnaissait le 31 mai une accélération des pertes dans les rangs FAU, notamment dans les combats du Donbass : chaque jour entre 60 et 100 soldats ukrainiens perdraient la vie tandis que 500 autres seraient blessés, soit l'équivalent de deux brigades/régiments (4000 soldats) mis hors de combat chaque semaine.

<sup>38</sup> Cette lacune a été comblée avec la nomination, le 8 mai, du général A. Dvornikov (infanterie mécanisée), commandant de la région militaire Sud. Celui-ci aurait toutefois été remplacé fin mai par le général G. Zhidko (arme blindée), ancien commandant de la région militaire Est et chef de la Direction politico-militaire du MINDEF. Comme Dvornikov, Zhidkov a servi en Syrie.

<sup>39</sup> Dans l'armée russe, le GTB est « une grande unité (soedinenie) interarmes de manœuvre » au plein de ses effectifs (professionnels) et équipements. Le GTB, dont l'origine remonte à la 2<sup>nd</sup> guerre mondiale, adopte sa forme actuelle après les deux conflits tchétchènes puis celui contre la Géorgie en 2008. Pour l'EMG il s'agit de former à partir des multiples brigades et divisions, souvent à court d'effectifs, des unités opérationnelles. En 2008, elles sont provisoirement remplacées par des « brigades en disponibilité permanente », avant de réapparaître à partir de 2012, une nouvelle fois en raison des difficultés à recruter du personnel sous contrat, sous l'impulsion de D. Choïgou sur la base « des brigades de garnison ».

<sup>40</sup> Pour une étude des vulnérabilités du GTB russe voir (en anglais) :

<https://www.benning.army.mil/armor/earmor/content/issues/2017/spring/2Fiore17.pdf>

<sup>41</sup> De nombreux cas semblables sont aujourd'hui dénoncés par les organisations de Mères de soldats. Le décret signé par V. Poutine le 31 mars 2022 prévoit d'appeler sous les drapeaux dans le cadre de l'appel de printemps quelque 134.500 jeunes gens. Au printemps 2021, 134.650 conscrits avaient été incorporés. Notons que les jeunes appelés, selon la loi, ne peuvent être théoriquement affectés à une unité en opération moins de quatre mois après leur date d'incorporation.

C'est ce manque de combattants à pied au sein des GTB qui expliquerait la propension de l'armée russe à mener des combats de siège autour d'une place forte ou d'une ville plutôt que de le/la prendre d'assaut, mais aussi à engager au moindre blocage les blindés, les VCI et l'artillerie, avec les destructions qu'impliquent la mise en œuvre de ces armes, notamment dans les zones urbaines (*vieille pratique soviétique, au demeurant*). Ces tactiques seraient, enfin, largement inefficaces face à des FAU pratiquant un combat largement décentralisé. La multiplication des armes dans le GTB à laquelle s'ajoute dans certaines zones de combat la présence de troupes supplétives (au Donbass, par exemple) transformerait également la coordination du combat interarmes, voire interarmées si l'aviation intervient, en une tâche redoutable que ne maîtriseraient pas tous les colonels commandant du groupement tactique. Ces officiers, enfin, n'auraient pas la liberté d'initiative que peuvent avoir leurs homologues occidentaux. Ces critiques, si elles ont pu trouver une certaine justification au début des opérations, étant donné la physionomie du dispositif initial, semblent aujourd'hui devoir être édulcorées, sauf exception. **L'armée russe a « retrouvé ses fondamentaux », si j'ose dire, en se recentrant sur le Donbass** : l'artillerie des GTB a été renforcée, agissent de concert, n'avancent plus sans l'appui-feu massif de l'aviation et de l'artillerie, tandis que les chars ne se déplacent plus seuls mais bien protégés par leurs unités mécanisées (*VCI et infanterie*). Les blindés de protection de char (en russe BMPT) *Terminator* font leur apparition, tout comme... les T-62 antédiluviens ! Face aux pertes humaines, la progression est lente, mais constante, couverte par les drones de reconnaissance qui éclaire l'appui-feu, tandis que sur les positions conquises au nord (Kharkiv) et au sud (Kherson, oblast de Zaporizhiya), l'armée russe s'enterme à son tour, plaçant les FAU dans la dangereuse posture d'attaquant. Dans cette deuxième phase du conflit, l'artillerie prend une place prépondérante et place l'armée russe en situation de supériorité indéniable.

**La faiblesse, voire l'absence, d'appui-feu aérien** a également étonné de nombreux observateurs, même si cette faiblesse était en partie compensée par le nombre élevé de VCI au sein des brigades. Elle s'expliquerait non seulement par une mauvaise météo hivernale, une défense aérienne ukrainienne encore en partie opérationnelle (*SEAD défaillant*), par le grand nombre de MANPADS en dotation dans des FAU très diluées sur le terrain, mais aussi par des difficultés de coordination entre les forces terrestres et aériennes (*C2I défaillant ?*), de gestion des opérations aériennes complexes et, en général, de l'ensemble du champ de bataille (*mauvaise formation, mauvais matériel, manque de capacités/terminaux satellites ?*). Ajoutons à ce tableau le manque d'appareils véritablement multirôles, facteur qui s'il limite le nombre d'appareils disponibles pour l'appui-feu, n'a, à vrai dire, aujourd'hui plus guère d'importance dans la mesure où après trois mois de conflit la défense anti-aérienne (*sauf par MANPADS*) et l'aviation ukrainiennes ont pratiquement disparu. Du côté des armes air-sol ou sol-sol de précision, et même des drones<sup>42</sup>, une certaine pénurie semble s'installer, alors même que ce type d'armes très coûteux est difficilement remplaçable sur le court terme. Si en un mois de conflit, l'armée russe a tiré plus de 2000 missiles<sup>43</sup> sol-sol, air-sol et mer-sol (*SS-26 Iskander par l'armée de Terre, Kh-55, Kh-31A et*

---

<sup>42</sup> Des rumeurs, fin mai, font état de prélèvements sur les stocks de drones du ministère de la Sécurité civile (MTchS).

<sup>43</sup> Dont 60%, selon le Pentagone, aurait dysfonctionné, phénomène déjà observé en Syrie.

*kh-101 par l'ALRA ou les chasseurs, quelques Kalibr, peut-être, par les navires de mer Noire*), il s'agit là, probablement, d'un rythme difficilement soutenable. Le recours aux obus de l'artillerie, aux roquettes des LRM et aux bombes lisses de l'aviation devient la règle.

La défense aérienne russe mobile, celle qui se trouve au contact des unités de mêlée (*Pantsir, Tor, Strela-10 de la PVO/SV et des VKS*, etc.), comme celle équipée de systèmes plus lourds de type S-300 et S-400, s'est également révélée peu performante<sup>44</sup> comme le montrent le tir, fin février 2022, de vieux Tochka-U contre les bases aériennes de Millerovo et de Taganrog (oblast de Rostov), la destruction d'un LST de type *Alligator* dans le port de Berdiansk mi-mars 2022 et le raid de deux hélicoptères Mi-24 contre des dépôts de carburant près de Belgorod. Le Pentagone affirmait pourtant le 10 mars que 90% des systèmes de défense aérienne déployés autour de l'Ukraine ou sur son territoire était opérationnel. En avril et en mai 2022, plusieurs bombardements d'entrepôts de carburant et de munitions, notamment, dans les oblasts de Koursk et de Belgorod, ont également été répertoriés, tandis que des incendies suspects détruisaient des sites militaires et civils à Moscou (*Tsagi, institut aérospatial*), à Perm (*fabrique de poudre*), à Tver (*RKK Energiya*), Kineshma (*usine chimique*) et qu'un pont ferroviaire était saboté près de Koursk. Tout aussi étonnant la liberté laissée aux drones turcs AB-2 d'opérer au-dessus de colonnes russes pourtant censément protégées par de multiples systèmes de guerre électronique et de défense aérienne.

La piètre qualité des transmissions a également fait l'objet de nombreuses rumeurs. Si certaines sont fondées, nombre relèvent de la désinformation ou d'une mauvaise connaissance du rôle des transmissions dans une zone de combat. A chaque unité russe à partir de niveau brigade est rattaché un bataillon de transmissions, tandis qu'à l'échelon inférieur chaque bataillon/*divizion* dispose également de sa propre section de transmissions qui lui permet de communiquer par moyens chiffrés avec l'état-major de brigade. Au niveau brigade et au-dessus la redondance des systèmes de transmissions est la règle (*par satellite, en bandes HF, V/UHF*). Le morse continue également à être utilisé, les Russes, comme les Américains et à la différence ces Français, ne l'ayant jamais abandonné<sup>45</sup>. Au niveau des compagnies et des sections de combat, il n'est effectivement pas impossible que des moyens radios non-chiffrés et fonctionnant encore en mode analogique soient utilisés, notamment pour permettre aux forces régulières de communiquer avec les unités de supplétifs du Donbass, par exemple. Il s'agirait là d'une mesure pratique (*matériel peu onéreux*) et d'un choix tactique raisonné, l'information échangée n'ayant qu'une valeur fugace (*à condition que les opérateurs soient disciplinés !*), mais peut-être aussi une mesure de sûreté. Les petites unités se trouvant au contact de l'ennemi, il ne faut en effet pas risquer que du matériel de cryptographie puisse être saisi. Ce type de matériel, utilisant des liaisons numériques, serait ainsi préférentiellement réservé aux réseaux d'états-majors sur l'arrière à partir du niveau brigade/régiment. D'autre part, étant donné le grand nombre d'unités engagées sur le terrain, il est impossible d'écouter et de goniométrer tous les réseaux en temps réel. Que certaines communications russes aient été enregistrées par les FAU et l'OTAN relève du

<sup>44</sup> De sources russes, les performances du *Pantsir*, notamment, se seraient révélées très décevantes en Syrie, le *Tor* apparaissant plus efficace.

<sup>45</sup> Le morse permet en effet de continuer à communiquer par fort brouillage.

truisme, d'autant plus que des systèmes de transmission russes ont pu être saisis sur le terrain, voire déjà en possession des FAU depuis les combats de 2014-2015. En général, les armées russes utilisent également beaucoup de réseaux V/UHF non cryptés (*comme d'autres armées*). Chiffrée ou pas, une transmission V/UHF ou HF détectée par la GE adverse peut quoi qu'il en soit faire l'objet d'un tir de neutralisation/destruction de l'émetteur, ou de brouillage. Il est aussi probable que les unités russes utilisent sur le terrain (*notamment au Donbass et près des frontières biélorusses et russes*) des téléphones portables dans la mesure où les stations de base de téléphonie mobile antennes sont susceptibles d'être encore intactes<sup>46</sup>, notamment celles situées dans les zones contrôlées et sécurisées par les forces russes. Au demeurant, les Russes pourraient disposer de bulles 3G/4G militaires, identiques par exemple à celles utilisées par nos militaires<sup>47</sup>. Technologiquement, la 4G russe et la 4G ukrainienne sont identiques à la 4G européenne, en termes de fonctionnement du réseau. En revanche, les bandes de fréquences peuvent être particulières et adaptées. Ecouter ces réseaux 3G/4G est difficile, même si on peut cibler un réseau particulier. Si les Russes ont *a priori* les capacités techniques de numériser le champ de bataille, du moins si l'on en croit les équipements présentés dans les salons d'armement, et de chiffrer leurs transmissions dans une zone de combat, y compris en deçà du niveau brigade/régiment (cf. les systèmes *Ratnik* du combattant, radio chiffrée tactique de 6<sup>ème</sup> génération *Azart-PI*, système satellitaire tactique (VSAT) *Auriga 1.2V*, par exemple), on peut se demander si cette numérisation du champ de bataille fait sens dans une zone de combat, notamment urbaine, et si elle est recherchée. Ce que souhaite le chef d'un groupe de combat en plein centre de Marioupol c'est avant tout un moyen rapide et précis de donner des ordres. Quant à savoir si les capacités en transmission satellitaire mises à disposition des brigades sont suffisantes sur un champ de bataille aurait étendu et dense que celui de l'Ukraine, il faudrait une étude poussée qui mettrait en regard des besoins opérationnels, débits, bandes passantes et de fréquence (*Ku et C principalement*). Notons toutefois, que sur le papier, la Russie dispose d'une quarantaine de satellites de communication, mais dont les deux-tiers auraient dépassé leur durée de vie opérationnelle et pouvant se trouver en orbite loin des combats. Enfin, le fait d'avoir entendu des bombardiers stratégiques russes sur la fréquence 5620 KHz (analogique), comme s'en est étonnée la presse à la suite de certains radioamateurs, n'est pas révélatrice de déficiences, la bande de fréquence 5480-5680 KHz étant attribuée au Service Mobile aéronautique en Route par l'UIT-R. Les bombardiers russes peuvent donc parfaitement utiliser cette fréquence au même titre qu'elle peut être utilisée par les armées françaises lorsque leurs avions transitent dans des zones sous contrôle aérien international.

Bouc émissaire régulier de toute critique de l'armée russe en bonne et due forme, le manque supposé de sous-officiers dans l'armée russe a, une nouvelle fois, été pointé du doigt pour expliquer certaines lacunes dans l'encadrement des soldats. **Cette critique n'est pas tout à fait juste.** Depuis 2010, l'accent a été mis sur le remplacement des sous-officiers appelés par des sous-officiers sous contrat. Ceux-ci (*Praporotchiki, starchini, mitchmani, serjenti déclinés en plusieurs grades*) sont aujourd'hui nombreux dans l'armée russe (voir tableau supra) où ils

<sup>46</sup> Les Russes n'auraient pas frappé les relais téléphoniques aux premiers jours de leur intervention. Il y a bien une raison.

<sup>47</sup><https://www.silicon.fr/auxylium-smartphones-ultra-securisees-operation-sentinelles-172697.html>

occupent une centaine de fonctions<sup>48</sup>. Il est vrai, cependant, qu'ils seraient surtout employés à la mise en œuvre des équipements complexes (*artillerie, LRM, GE, TRANS, etc.*), et dans des métiers techniques (*électricien, mécanicien, etc.*). Par tradition, à tort ou à raison, les Russes privilégient l'encadrement des petites unités (*à partir du niveau section*) par de jeunes lieutenants et non par des sous-officiers supérieurs, même si, en théorie, un *praportchik* (*sous-officier supérieur*) peut occuper des fonctions de chef de section. Notons que cette pratique existe ou existait également dans certains pays scandinaves, en Suède par exemple, jusqu'à une date récente. Comme sous l'URSS, les appelés les plus méritants peuvent toujours obtenir le grade de *serjent*. Le facteur humain (*moral, entraînement, cohésion, esprit de corps, commandement*) joue, naturellement, un rôle primordial dans toute guerre, notamment celle-ci qui voit l'affrontement de deux peuples ethniquement très proches mettant en œuvre tout le spectre des armements modernes. Nombreuses sont les rumeurs faisant état de soldats, voire d'unités entières, qui auraient refusé de combattre ou auraient démissionné avant l'intervention, ou, comme en RPL/RPD tentant d'échapper à la mobilisation. Si certains cas sont dûment répertoriés<sup>49</sup>, il est toutefois trop tôt pour évaluer l'ampleur de ces phénomènes particulièrement mis en exergue sur les réseaux sociaux occidentaux et ukrainiens, et juger s'ils sont de nature à mettre en danger les opérations. On pense, ici en premier lieu, aux jeunes appelés de la classe de printemps forcés d'incorporer l'armée en plein conflit.

Autre lacune : la logistique. Elle est notoirement sous-dimensionnée pour faire face aux besoins d'une armée qui place au cœur de ses doctrines d'emploi des forces ses unités mécanisées et son artillerie. C'est là un fait souvent souligné dans le passé par les observateurs, y compris pendant les exercices. Au début des opérations, en février et mars 2022, du moins dans le nord du pays (*régions de Kiev, Kharkov, Soumy, etc.*), les convois logistiques, mais aussi les liaisons et les MEDEVAC, ont dû faire face à l'arrivée précoce de la *raspoutitsa* de printemps, période qui a été suivie, mi-mars, par de forts gels. Il semble également que les FAU aient intentionnellement inondé certaines zones au nord de Kyiv pour gêner l'avance des unités russes. Celles-ci ont, en conséquence, dû rester sur les routes où elles devenaient vulnérables aux embuscades, aux mines et aux drones, notamment sur les arrières des unités les plus en pointe. Le fait de rouler sur les routes permettrait également d'économiser du carburant, d'aller plus loin<sup>50</sup>. Rappelons combien la logistique (*notamment le renouvellement des stocks de munitions*) d'une armée russe équipée de plusieurs centaines d'armes et véhicules de différents modèles non standardisés relève de la prouesse. Pour pallier les difficultés le long des routes, certains tronçons ferroviaires auraient été remis en état, notamment au Donbass. En Biélorussie, enfin, sur les arrières des 41<sup>ème</sup>, 35<sup>ème</sup>, 36<sup>ème</sup> AIA et 2<sup>ème</sup> CA, des sabotages de voies ferrées et d'importants vols de carburant ont été signalés avant d'être réprimés par Minsk<sup>51</sup>.

Quoi qu'il en soit, les principales difficultés rencontrées par les forces russes relèvent, M. de La Palice ne dirait pas mieux, des tactiques utilisées par les FAU.

---

<sup>48</sup> Selon leur grade : chef de section « soutien » (*vzvod*), chef d'atelier, chef de groupe de combat (8 hommes), chef de char, d'équipe, etc.

<sup>49</sup> Le dernier cas en date est celui des hommes du 113<sup>ème</sup> régiment du 1<sup>er</sup> corps d'armée de la République indépendantiste du Donetsk qui le 2 juin s'adressaient par vidéo au président russe pour se plaindre de leurs conditions de vie sur le terrain.

<sup>50</sup> Selon certaines sources, un T-90 pourrait consommer jusqu'à 750 litres/100km, contre 300 litres pour un Leclerc.

<sup>51</sup> Voir sur Twitter la carte des sabotages sur le réseau ferroviaire biélorusse :

<https://twitter.com/franakiacorka/status/1505691787280670723?s=20&t=6SWDB5grF5PMcF7To9zsZg>

Celles-ci se sont, certes, remarquablement préparées au conflit, connaissent les tactiques et les points faibles de leur adversaire, disposent sur le terrain de multiples capteurs civils, mais aussi (*ce facteur ne sera sans doute pas cerné dans son entièreté avant plusieurs mois, voire années*) bénéficient d'une aide occidentale non seulement *importante* en matière de fourniture d'armement sophistiqué<sup>52</sup>, mais encore *fondamentale* dans le domaine du renseignement et de la guerre électronique (*cartographie satellitaire, COMINT/ELINT, cyber, implantations/déplacements des unités ennemies, goniométrie sur certains réseaux de communication, déchiffrement de certaines transmissions, etc.*). **La fourniture aux FAU de ces renseignements en temps quasi réel**, comme l'a reconnu Washington, leur permet de desserrer leurs unités lors d'une frappe de missiles ou une attaque aérienne, par exemple, mais encore de cibler précisément les objectifs russes importants comme les très vulnérables convois de camions, les nœuds logistiques, les systèmes de GE ou les états-majors. L'excellente préparation des unités ukrainiennes transparait dans les types de matériels russes détruits : on note ainsi des T-80U et T-90, des BMD-4M et BTR-82A, des véhicules légers *Tigr/Rys* et des camions blindés *Tayfun-K*, par exemple, qui sont des équipements mis en œuvre par des unités d'élite (*VDV, Troupes de marine, spetsnaz, etc.*) ou certaines unités professionnelles de l'armée de Terre comme des brigades mécanisées ou blindées dites « *de la garde* ». *A contrario*, une partie des équipements russes détruits, comme les vieux T-64, les premiers modèles de T-72, les MT-LB et autres BMP-1, etc., seraient plutôt le signe de combats contre les supplétifs du Donbass (*parfois appuyés par des volontaires venant de Crimée, de CEI, cosaques*<sup>53</sup>, etc.).

### **L'armée russe peut-elle continuer le combat ?**

La réponse à cette question relève, naturellement, plus de la cartomancie que de l'analyse mathématique fine dans la mesure où l'état opérationnel des deux armées après cent jours de combat n'est pas connu en sources ouvertes. Certains éléments peuvent, toutefois, être avancés. Notons premièrement ce **biais médiatique**, alimenté par la propagande ukrainienne, qui consiste à attribuer l'ensemble des pertes aux seules forces armées régulières russes. C'est oublier, qu'au Donbass tout au moins, comme hier en Syrie, l'armée russe avance quand elle le peut derrière ses forces supplétives. Les principales pertes russes, proprement dites, ont *a priori* eu lieu entre fin février et fin mars 2022 dans les combats autour de Kiev et Kharkiv et dans le sud (entre Kherson et Marioupol). Au Donbass, ce sont les deux corps d'armées RPD (« république populaire du Donetsk ») et RPL (« république populaire de Lougansk ») qui auraient subi et continueraient de subir le gros de pertes. En résumé, et en prenant avec toutes les précautions d'usage les sources disponibles (voir tableau infra), on peut estimer que les pertes des *forces régulières russes* (« *forces terrestres* » au sens large, *Garde nationale, ministère de l'Intérieur*) ne représentaient, fin mai 2022, qu'un peu plus de 50% des 55.000 hommes possiblement mis hors combat dans le camp russe (voir supra), le reste des pertes relevant des forces supplétives, notamment de celles de RPD, très disproportionnées par rapport à celles de la RPL, ce qui

---

<sup>52</sup> Notons, pêle-mêle, au fil des lectures : systèmes anti-aériens, antichars, antinavires, roquettes guidées laser, drones kamikazes ou d'attaque armés, systèmes anti-drones, munitions de tous calibres, équipements du fantassin (JVN, armes, etc.), véhicules légers blindés, matériel médical, etc. Remarquons que les armes antichars occidentales se sont révélées redoutablement efficaces contre les blindages réactifs russes, y compris contre le T-90M. Certains en doutaient.

<sup>53</sup> La presse russe évoque dès février l'arrivée de ces volontaires dans les régions de Lougansk et de Donetsk.

n'est guère étonnant dans la mesure où l'offensive russe se concentre début juin 2022 dans l'oblast de Donetsk. Le 2 juin, le site russe iStories<sup>54</sup> avançait le chiffre de 3160 Russes tués à partir des seuls avis de décès des autorités et des familles, tout en affirmant que le conflit ukrainien était la cause d'une augmentation de 19,5% du taux de mortalité des jeunes hommes dans la tranche d'âge des 18-35 ans, tranche d'âge qui regrouperait également 80% des tués. L'âge moyen du soldat tué étant de 28 ans, on peut en déduire que **ce sont surtout les soldats professionnels ainsi que les supplétifs du Donbass qui perdent la vie dans ce conflit**, et non pas le personnel appelé, beaucoup plus jeune. 20% des pertes concernerait, en conséquence, du personnel au-dessus de 35 ans, c'est-à-dire probablement des officiers. Ce chiffre vient corroborer certaines déclarations, notamment britanniques, faisant état d'une surmortalité chez les jeunes officiers (*commandants de compagnie et de bataillon*). Rappelons que le chiffre des pertes au combat relèvent, en Russie, de la loi sur le secret d'Etat du 8 mars 2015.

**Tableau D : dernières estimations des pertes dans le camp russe**  
(hors chiffres ukrainiens)

Forces régulières russes (armée, Garde nationale...)	3052 tués 3160 tués (pertes documentées)	29 mai 2 juin	BBC news <u>Russian</u> <u>iStories</u>
Supplétifs du Donetsk (RPD)	1912 tués et 7919 blessés (9831)	26 mai	Source : RPD
Supplétifs de Lougansk (RPL)	500 à 600 tués	5 avril	Gouvernement russe
Total (supra + Wagner, volontaires, etc.)	15.000 tués et 40.000 blessés → soit une moyenne de <u>55.000h</u> mis hors de combat	1 <sup>er</sup> juin	Sources occidentales

Les pertes de *l'armée russe* en hommes et en matériels pourraient, en conséquence, ne pas être aussi élevées qu'on le dit et les brigades opérationnelles en nombre encore suffisants pour permettre les rotations des GTB et leur reconstituer en hommes et en matériels (voir infra), du moins pour maintenir le rythme des opérations en cours ou à venir au Donbass. Vérifions.

La *force opérationnelle terrestre* (FOT) russe<sup>55</sup> était officiellement composée en août 2021 de 168 GTB (voir tableau C), dont 75%, aurait été déployé en Ukraine, soit 125. En théorie, donc, 43 GTB seraient encore disponibles dans les régions militaires. Il est toutefois possible, dans un contexte de difficultés de recrutement, que ce chiffre de 168 n'ait jamais été atteint, malgré les dires du ministre de la Défense. Si l'on additionne le nombre de divisions et de brigades/régiments des unités de fusiliers motorisés, parachutistes, spéciales et de l'infanterie de marine (voir tableau E) on trouve en effet, sauf erreur, moins de 160 bataillons tactiques, et encore en considérant que chaque brigade ou régiment soit être capable d'en constituer deux à partir de ses unités organiques et de ses trois bataillons, ce qui, là aussi, est douteux<sup>56</sup>. Il n'est pas non plus interdit de penser que, comme dans le passé, nombre d'unités n'était pas, au matin du 24 février 2022, au plein de

<sup>54</sup> Voir, par exemple, le site (en russe) <https://istories.media/reportages/2022/05/16/voina-v-tsiifrahk/> qui répertorie les pertes dans les deux camps.

<sup>55</sup> Ce chiffre de 168 est celui donné en août 2021 par S. Choïgou, le MINDEF, lui-même.

<sup>56</sup> Les effectifs d'une brigade peuvent varier de 1700 (classique) à 4200 hommes (autonome), même si ce n'est pas systématique. Une partie de ces effectifs peut être composée d'appelés du contingent, ce qui induit que certaines brigades ne peuvent sans doute pas mettre sur pied plus d'un GTB.

leurs effectifs<sup>57</sup>. Sur le terrain, ces GTB russes sont renforcés par une quinzaine de GTB issus des deux corps d'armée de RPL/RPD et la poignée formée par la Garde nationale. A ceux-là, s'ajoutent sans doute quelques autres (5, 10 ?) mis en place à partir d'unités de volontaires (*Wagner et consorts*), le tout étant renforcé par les « unités de soutien » des régions militaires et les brigades spécialisées, notamment blindée, d'artillerie, de transmission, de guerre électronique, etc. Notons que le terme de « milice » parfois utilisé dans la presse pour qualifier ces forces supplétives du Donbass cache, en réalité, des unités véritablement professionnelles, structurées à l'image de l'armée russe, dotées d'armes modernes prélevées sur les stocks russes et commandées par des officiers expérimentés, certains portant l'uniforme russe, notamment les généraux. En résumé, l'ensemble des GTB (*russes et supplétifs*) disponibles pour le conflit doit donc se situer dans une fourchette de 180 à 185 unités, guère plus. Sur ce total, quelque 110 (*95 russes et 15 supplétifs*) combattraient début juin 2022 au Donbass ou seraient assignés à la défense des zones de Kharkiv, Kherson-Zaporizhiya.

Il faut, ou faudrait, bien entendu, soustraire au chiffre de ces GTB disponibles ceux qui ont été perdus ou en partie détruits, déterminer s'ils appartiennent à l'armée russe ou aux forces supplétives, avant de réinjecter dans le total ainsi obtenu les GTB reformés à partir des éléments disparates intacts des brigades. C'est là une opération impossible à réaliser en source ouverte, alors que les combats font rage et que la propagande déforme largement les réalités de terrain. On se contentera d'un ordre de grandeur : fin mars 2022, l'état-major ukrainien et le Pentagone estimaient qu'entre 16 et 20 avaient été détruits et 34 retirés des zones de combat pour reconstituer en hommes et en équipements. Depuis, en avril et en mai 2022, une vingtaine d'autres auraient à leur tour été retirés du champ de bataille (*dont 10 pour le seul mois de mai*). On peut donc estimer qu'**une cinquantaine de GTB a été mise hors combat**, entièrement ou partiellement, estimation toute personnelle, depuis le 24 février. La suite du conflit pourrait donc s'appuyer sur les quelque 130 GTB (180/185-50) encore opérationnels, mais dont 110, on l'a vu, sont déjà impliqués dans les combats. C'est là, sur le papier tout au moins, une force encore considérable, constituée uniquement, en théorie, de 100 à 110.000 soldats professionnels (*mais dont un tiers seulement de combattants à pied*), et qui peut bénéficier pour son rééquipement des milliers de blindés et pièces d'artillerie stockés dans les bases de matériel. Encore faut-il nuancer. Les images des combats, on l'a vu, laissent entendre que les unités professionnelles (*1<sup>ère</sup> ABg, VDV, spetsnaz, troupes de marine*), en pointe dans le dispositif de fin février 2022, seraient celles qui, en proportion, auraient le plus subi de pertes. Réorganiser ces unités<sup>58</sup> d'élite, indispensables à la manœuvre, va prendre du temps, même dans certains cas se révéler impossible avant plusieurs mois, voire années (*formation des officiers notamment*). Autre facteur à prendre en compte, et impossible à quantifier, celui de l'état psychologique des hommes épuisés par les combats et les exercices de décembre 2021 et février 2022 (voir tableau G infra). Le nombre d'officiers tués

---

<sup>57</sup> Fin 2013, sur un effectif autorisé par décret de 1 million de militaires, seuls 766.055 étaient réellement présents dans les unités faute de volontaires suffisants (estimation Cour des Comptes russe) et 10.594 postes occupés normalement par des militaires l'étaient par des civils de la Défense (RIA Novosti du 24 octobre 2013). Depuis 2013, grâce aux fortes hausses des salaires, ces problèmes de recrutement sont toutefois censés être réglés, mais certaines sources affirment qu'ils persisteraient. Rappelant que le GTB a été mis en place justement pour pallier les difficultés des unités à recruter.

<sup>58</sup> C'est-à-dire créer de nouvelles unités à partir des restes des unités détruites (hommes, matériels, officiers, commandement).



pose aussi question : une brigade, un GTB, une compagnie ou une section de combat peut très bien avoir conservé une partie de ses effectifs et de son équipement, mais comment continuer le combat s'il ou elle a perdu son état-major, un quart, un tiers de ses officiers ? Il en va de même, naturellement, dans le camp ukrainien.

**Tableau E : décompte estimatif des « forces terrestres » russes**

<ul style="list-style-type: none"> <li>• 11 armées interarmes (AIA) + 3 corps d'armée + 1 armée blindée (à 2 divisions) + « unités de soutien des régions militaires » (commandement, GE, NRBC, génie/franchissement, trans., train, santé...), soit 47 brigades, 7 régiments et 5 bataillons,</li> <li>• Infanterie mécanisée : 9 divisions (DFM, soit 27 brigades ?) + 20 brigades (BFM) + 3 (?) bataillons (Troupes côtières),</li> <li>• Troupes parachutistes (VDV) : 4 divisions + 4 brigades + soutiens organiques,</li> <li>• Infanterie de marine : 5 brigades/régiments + 1 bataillon + soutiens organiques,</li> <li>• Spetznaz/forces spéciales : 10 ? brigades/régiments</li> <li>• Effectifs humains estimés → Armée de Terre (toutes armes) (285.000, dont 210.000 dans les AIA/CA) + Troupes spéciales + Infanterie de marine (12.000 à 15.000) + VDV (45.000) + Spetsnaz (?) + bataillons des unités de défenses côtières → soit &lt; 380.000h</li> <li>• L'ensemble alignait officiellement en août 2021 : 168 GTB professionnels (source : MINDEF russe).</li> <li>• Chars de combat : entre 2700 et 3300 → 3 divisions et 1 brigade autonomes + unités blindés des BFM, soit au moins 85 bataillons et 5 compagnies blindées (+ chars en entrepôts).</li> <li>• Blindés transport (type BTR) : 6000</li> <li>• VCI : 5000 à 6600</li> <li>• Artillerie → 4700 canons et mortiers (&gt;82mm) – LRM : moins de 1000             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 1 division + 48 brigades + 3 régiments (dont 4 brigades LRM, 17 brigades/régiments antiaérien) + 14 (?) bataillons de lance-flammes des 5 brigades et 10 régiments NRBC (LRM Tos-1). Systèmes AA courte et moyenne portée chenillés et à roues (VKS) : 2000 à 2300 (?) – S-300 : quelques centaines de missiles,</li> <li>○ SS-26 Iskander-M et Tochka-U : 13 brigades (x12 lanceurs), soit 156 lanceurs (la plupart SS-26)</li> </ul> </li> <li>• Hélicoptères d'appui feu/combat (VKS/marine) : 1200 (?)</li> </ul>
--

Avec seulement une vingtaine de GTB encore disponibles pour assurer les relèves et les reconstitutions, **l'armée russe et ses alliés ne devrait guère dans les prochains mois pouvoir aller au-delà du Donbass, sauf à voir les unités des FAU s'effondrer sur les lignes de contact, dans le Sud et dans la région de Kharkiv**, ce qui serait une surprise. Si les combats actuels au Donbass étaient de nature stratégique, si de leur issue dépendait le sort de l'Ukraine tout entière ou même de la seule partie est du pays, la question ne se poserait pas. Or, début 2022, une centaine de GTB peine depuis plusieurs semaines à prendre les quelques centaines de kilomètres carrés constituée par le triangle Izioum-Lisitchansk-Gorlivka et semble même reculer du côté de Kherson. Après la prise des deux oblasts de Lougansk et de Donetsk une pause opérationnelle de plusieurs mois devrait en conséquence être recherchée, ne serait-ce que pour refaire les stocks de munitions, reposer les hommes, dresser un bilan des opérations et reconstituer les unités. **Le temps, toutefois, joue pour les Ukrainiens** qui disposent encore de centaines de milliers d'hommes et continuent (pour l'instant) d'être alimentés en armes et munitions par les pays occidentaux. Si les Russes parvenaient à se maintenir sur leurs positions, la

tournure du conflit prendrait, certes, une physionomie nouvelle : d'attaqués, les FAU deviendraient attaquants, posture coûteuse en hommes et en matériel, mais qui n'arrêterait pour autant pas le conflit. En position d'équilibre face à Moscou, bien soutenu par ses alliés, Kiyv n'a aujourd'hui pas intérêt à négocier, au risque de retomber dans les travers diplomatiques et territoriaux des désastreux « accords de Minsk ». Le président Zelensky vient d'ailleurs de le rappeler.

Au vrai, à la lumière des combats passés et en cours en juin 2022 dans la région de Severodonetsk, la question qui semble devoir se profiler pour l'armée russe dans les semaines qui viennent n'est pas tant de savoir comment elle pourrait gagner du terrain que de savoir comment elle pourra conserver le terrain conquis. Quelles ressources humaines nouvelles la Russie pourrait-elle mobiliser pour résoudre cette question ?

### **Comment aller au-delà du Donbass ?**

Sur les 380.000 personnels qui composent les « forces terrestres russes », au sens large, les effectifs affectés aux unités opérationnelles ont probablement déjà tous été engagés au combat ou participent aux relèves sur le terrain. Il s'agit des 210.000 hommes qui relèvent directement des 11 armées interarmes (AIA), des 3 corps d'armée et de la 1<sup>ère</sup> armée blindée de la Garde qui composent le cœur même des régions militaires, de ceux rattachés aux 54 brigades/régiments et 5 bataillons relevant du commandement des régions militaires (*génie, artillerie, blindés, logistique/train, GE, NRBC*, etc.). A ces effectifs, on ajoutera les unités VDV, spéciales et de l'infanterie de marine qui disposent elles aussi de leurs soutiens propres. Parmi ces 380.000 personnels, quelque 150 à 160.000 ne peuvent toutefois pas, pour diverses raisons, être affectés dans les zones de combat et donc servir au sein des GTB. Parmi ceux-là, on trouve le personnel des bases, des écoles, des divers états-majors et commandements, des services (*santé, ressources humaines, MCO, orchestres...*), les malades et blessés, etc. 90 à 100.000 environ sont des appelés du contingent<sup>59</sup>, 27 à 30.000 des femmes<sup>60</sup>, 15 à 20.000 dépendent des états-majors de l'armée de Terre et des régions militaires, de l'EMG et du MINDEF (en majorité des officiers), tandis que 25.000 sont des élèves en formation dans les académies et écoles. Ajoutons à cette liste, les milliers d'officiers et de *serjenti/praportchiki* détachés dans les centres d'instruction et les écoles d'armes (*VDV, arme blindée, troupes de marine, fusiliers motorisés, GE, artillerie, centres de formation divers*, etc.). Si les GTB devraient pouvoir se reconstituer en équipements<sup>61</sup>, même anciens, ce ne sera pas le cas en matière de soldats aptes à combattre dans les unités de mêlée, sauf à mobiliser les réserves, à autoriser les appelés du contingent à servir dans les groupements tactiques (**il faudrait modifier la loi ou déclarer la guerre**) ou à vider les écoles et les grands états-majors de leurs cadres et élèves, ce qui, au demeurant, a sans doute déjà été fait en partie. Quelques milliers d'hommes peuvent, donc, sans doute être ici trouvés au prix de la fermeture de bases,

---

<sup>59</sup> On prendra pour base de calcul que les forces terrestres absorbent chaque année 35-40% des appelés. Ces derniers sont incorporés deux fois par an (au 1<sup>er</sup> avril et au 1<sup>er</sup> octobre) à raison de 135.000 jeunes gens pour chaque promotion, soit 270.000/an affectés principalement dans l'armée de Terre, la marine et les RVSN, mais aussi plusieurs autres structures de force.

<sup>60</sup> Sur les 45.000 femmes que comptent les forces armées russes aujourd'hui.

<sup>61</sup> Les entrepôts russes regorgent de milliers de chars et de blindés, parfois non-opérationnels, mais dont les pièces détachées peuvent servir à la MCO des équipements en Ukraine. Au besoin, il n'est pas non plus impossible que les Russes fassent appel pour leurs munitions, voire certains armements, à leurs alliés de l'OTSC (on pense ici à la Biélorussie), dont les équipements sont tous d'origine russe, ou à certains clients d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine.

d'écoles et de quelques états-majors mineurs. Toutefois, même en temps de guerre, et peut-être surtout en temps de guerre, l'instruction des recrues doit pouvoir continuer. Autre artifice possible : autoriser le personnel civil des armées, quelque 800.000 personnes, à servir dans les unités de soutien où ils remplaceraient les militaires.

L'EMG russe fait face ici à un dilemme : comment affecter au théâtre ukrainien l'ensemble des forces disponibles sur l'immense territoire de la Fédération de Russie sans risquer de déstabiliser « *l'empire* », de dangereusement dégarnir les frontières ? « *L'empire* », l'espace post-soviétique sous influence russe, n'est pas l'Union européenne qui se maintient debout par la seule force de ses institutions : c'est un vaste ensemble instable traversé, du Caucase nord (*Tchéchénie, Ingouchie, etc.*) et sud (*Ossétie du Sud, Abkhazie, Karabakh*) à l'Asie centrale en passant par la Biélorussie, la zone Pacifique, l'Arctique, et le territoire russe lui-même, par des lignes de force politiques, religieuses, ethniques, linguistiques, des intérêts étrangers (*chinois, turcs, iraniens, talibans, japonais, géorgiens, européens, etc.*) contraires aux intérêts de Moscou. **Cet ensemble ne tient que par la coercition, la corruption et l'interventionnisme russe, comme jadis l'URSS.** Il en va de même en Syrie, où un retrait trop conséquent des forces russes sur place pourrait relancer le conflit et menacer les bases de Tartous et de Hmeimim. Les bases militaires russes à l'étranger (voir tableau F), si elles constituent un vivier de choix en personnel opérationnel, ne pourront ainsi être entièrement ponctionnées de leurs armes et personnels. Ces bases, subordonnées aux régions militaires, peuvent en revanche servir au recrutement et à l'encadrement d'éventuels volontaires locaux. Les autorités ukrainiennes ont ainsi fait état, en mars 2022, de la mort de soldats affectés aux bases d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. La première aurait formé trois GTB avec l'appui de volontaires sud-ossètes et la seconde un ou deux GTB.

**Tableau F : liste des bases russes à l'étranger**

Abkhazie, 7 <sup>ème</sup> BMR	4000h, 41 chars T-72B3, 120 BTR-82A, artillerie (40 : 2S3, 2S12, BM-21, D-30, S-300)
Arménie, 102 <sup>ème</sup> BMR (ex-73 <sup>ème</sup> BFM)	<b>2500 à 3400h, 41 chars, 170 VCI/BTR, artillerie (S-300)</b>
Transnistrie, GOFRT (ex-14 <sup>ème</sup> armée)	2000h (1 bataillon FM de 412h + 2 bataillons de gardiennage de 1500h), détachement hélicoptères, 100 chars, 150 VCI/BTR, 200 systèmes AA, artillerie, 35.000 véhicules légers, 500 engins du génie, 130 wagons contenant du matériel du génie, 1300 tonnes de munitions, 30.000 fusils d'assaut/mitrailleuses et pistolets (→ sans doute de modèles anciens, état inconnu)
Syrie, 720 <sup>ème</sup> base logistique + EM du détachement russe (Damas)	Au moins un détachement de l'infanterie de marine (BA de Khmeymim) et au moins un autre pour la base navale de Tartous
Tadjikistan, 201 <sup>ème</sup> BMR (ex-201 <sup>ème</sup> DFM)	3 RFM, 1 Régiment d'artillerie, etc., soit 7500h, détachement d'hélicoptères (Mi-8MTV5-1), 41 chars T-72B1/T-72B3M, 150 VCI/BTR (BMP-2M, BTR-82A, artillerie (S-300PS, systèmes Uragan, Kornet...), GE (Pole-21), 1 bataillon de drones (Forprost, Orlan-10, Takhion, etc.)
Ossétie du Sud, 4 <sup>ème</sup> BMR	3 bataillons de FM, 1 bataillon blindé + soutien → 4000h, 41 chars, 200 VCI/BTR, artillerie (5 <i>divizion</i> ), 1 compagnie de drones, etc.
Haut-Karabakh (contingent de maintien de la paix)	15 <sup>ème</sup> BFMA, soit 1960h, 90 BTR, 380 véhicules et équipements, hélicoptères Mi-8 et Mi-24
<b>Total : 23.000h, 260 chars T-72</b>	

Nota : les bases techniques (transmissions, essais...) ou aériennes d'Arménie, de Syrie, de Biélorussie, du Kazakhstan, du Kirghizstan, etc. ne sont pas incluses dans cette liste.

L' enrôlement de volontaires étrangers semble avoir toutefois fait long-feu. Si V. Poutine, lui-même, a pu évoquer en mars 2022 le recrutement de « *milliers* » de combattants syriens, la plupart des volontaires, peu nombreux en réalité, viennent principalement de Russie et de quelques autres pays de la CEI. Au Donbass, les « *milices populaires* » ont en revanche réussi à mettre sur pied, on l'a vu plus haut, l'équivalent de deux corps d'armées (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> CA), soit une quinzaine de GTB, dont l'efficacité au combat semble des plus médiocres, mais aurait permis d'user les défenses ukrainiennes dans certains secteurs. Les volontaires de Transnistrie (*même ordre de grandeur, sur le papier, qu'en RPL/RPD*) n'ont pour l'instant pas été engagés dans les combats mais, selon les autorités d'Odessa, une tentative de mobilisation aurait récemment avorté dans cette petite région séparatiste. Quelques centaines pourraient toutefois, selon la presse ukrainienne, combattre au Donbass. La présence du désormais fameux groupe Wagner a également été signalée, tout d'abord près de Kiev, au début des opérations, puis au Donbass. La plupart de ses hommes sont d'anciens militaires, soutenus et encadrés par le GRU<sup>62</sup>. Enfin, des tentatives d'enrolement forcé des hommes dans les régions ukrainiennes passées sous contrôle font également l'objet, ces derniers jours, de rumeurs (*Marioupol et Kherson, notamment*). D'autres rumeurs, difficilement vérifiables, font aussi état du recrutement, contre remise de peine, de prisonniers de droit commun<sup>63</sup>. Quoi qu'il en soit, former des unités capables de combattre en Ukraine à partir de ces multiples volontaires issus des prisons, de la CEI, des bas-fonds des grandes villes russes ou des milliers de

<sup>62</sup> Dans un reportage en février dernier sur la présence de Wagner au Mali, le jeune interprète de français qui sert aux liaisons entre Wagner et les forces maliennes n'est autre que celui utilisé par l'armée russe dans le cadre du contrat BPC et lors des visites de délégations françaises à Moscou ou russes en France tout au long des années 2020. Comme tous les interprètes militaires il appartient au GRU.

<sup>63</sup> Rappelons qu'il y avait en 2021 dans les prisons russes quelque 480.000 prisonniers.

sociétés de sécurité privées que compte la Russie, prend du temps. Il faut les encadrer, les entraîner, les équiper avant de les insérer dans le dispositif opérationnel existant. Ce processus est en cours, mais est forcément lent.

Autre solution pour étoffer les effectifs : mobiliser les dernières classes. Pour l'instant, cette solution semble exclue pour des raisons tant politiques (*l'intervention russe est officiellement d'une « opération spéciale » et non une « guerre »*) que pratiques<sup>64</sup>. **Une mobilisation générale**, qui ferait entrer la guerre dans chaque foyer et toucherait la « jeunesse dorée » des grandes villes, **pourrait également déboucher sur des troubles**. Le pouvoir le sait. Plusieurs centres de recrutement ont d'ailleurs déjà été incendiés. Les réservistes de la réserve opérationnelle représentent en revanche un vivier humain de choix. Certains médias ont d'ailleurs fait état dès fin mars 2022 de l'incorporation de réservistes issus du programme *Réserve militaire du pays* (BARS<sup>65</sup>) créé en 2015 en complément du système de réserve proprement dit<sup>66</sup>. Ceux-ci représenteraient quelque 100 à 150.000 hommes<sup>67</sup>, mais ce décompte ne préjuge nullement du nombre de réservistes qui se présenteront dans leurs unités d'affectation alors que l'ampleur des pertes subies par l'armée russe commence à se savoir dans les familles. Toutefois, pour augmenter le nombre de recrues potentielles, l'âge limite à l'engagement a été remonté le 25 mai 2022 par décret du Parlement de 40 à ... 61 ans. Ces hommes de la réserve opérationnelle, tous volontaires, sont assignés à une unité existante ou à une « unité de cadres » qu'ils viennent réactiver. Ce sont pour la plupart d'anciens militaires professionnels. Le dernier exercice de mobilisation des réserves opérationnelles dans le cadre de ce programme BARS a d'ailleurs été joué en septembre 2021 à Kaliningrad, ce n'est pas un hasard. Notons que le site internet de BARS fait état d'un recrutement effectué par « *une équipe d'hommes polis* », référence ironique aux soldats des troupes spéciales (SSO) qui s'étaient emparés de la Crimée en 2014<sup>68</sup>.

Autre piste que pourrait suivre l'armée pour étoffer ses rangs, puiser dans les effectifs des services et ministères qui disposent, eux aussi, d'unités militaires ou para-militaires. Ceux-là sont nombreux en Russie dont les missions peuvent parfois empiéter, à tout le moins compléter celles du ministère de la Défense. Ce sont les fameuses « *structures de forces* » (*silovye strouktoury* en russe). Selon la doctrine militaire d'avril 2000 entrent dans cette catégorie les « *forces armées* »

---

<sup>64</sup> Une mobilisation générale créerait également plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait : il faudrait mobiliser des cadres utiles ailleurs pour encadrer ces réservistes, les entraîner, et les amener au combat. Une mobilisation ferait également entrer la guerre dans chaque foyer russe, avec toutes les conséquences sociales et politiques que l'on peut imaginer.

<sup>65</sup> *Boeboy Armeyskiy Reserv Strany*. Dans le cadre de ce programme, les réservistes doivent effectuer jusqu'à un mois de réserve par an, en plus des cours obligatoires, tout en gardant leur emploi et leur salaire et en étant payés. Pendant la période de réserve, leur solde représente quelque 12% du salaire de leur grade dans l'armée d'active. BARS représente la partie « tout de suite opérationnelle » de la réserve. Certains commentateurs russes parlent « *réservistes professionnels* ». Ce sont avant tout des « techniciens » capables de mettre en œuvre les armes complexes (char, artillerie, radars, GE, transmission...). Pendant les grands exercices stratégiques annuels, les volumes de réservistes appelés sont cependant faibles, sans doute pour des raisons budgétaires. Lors du dernier exercice russo-biélorusse, ils n'auraient pas été plus de 5000.

<sup>66</sup> La loi de mars 1998 créait une réserve militaire à deux niveaux : la *Réserve de mobilisation* et la *Ressource humaine de mobilisation*. Cette dernière accueille tous les appelés après leur service militaire, le personnel d'active en fin de contrat, les étudiants issus des cours d'officiers via leur université, et les jeunes gens de plus de 27 ans qui n'ont pas, pour une raison ou une autre, effectué leur service militaire. Ils peuvent se voir obligés d'effectuer des périodes de réserve, mais qui n'excèdent pas 2 mois par an une fois tous les 3 ans. Quelque 30 millions de jeunes Russes apparaissent sur les listes de cette *ressource humaine de mobilisation*. Ils sont classés en 3 catégories en fonction de leur âge et de leur grade. L'inclusion dans la *réserve de mobilisation* se fait, elle, sur une base volontaire après signature d'un contrat de 3 ans initial. Ceux-ci sont assignés à une unité opérationnelle et participent à ses activités à raison de 2 à 3 jours par mois et de 20 à 30 jours lors de l'entraînement terrain annuel. Ils seraient les premiers à être mobilisés. Ce volet ne semble toutefois pas avoir donné satisfaction et pourrait avoir été remplacé ou du moins compléter à partir de 2015 par le programme BARS.

<sup>67</sup> Le nombre de réservistes concerné par le programme BARS est classifié. Toutefois début septembre 2021 le chef de la Direction des réserves de la RM Sud évoquait un effectif de 38.000 personnes dans sa seule région.

<sup>68</sup> Voir le site du BARS : <http://bars2021.tilda.ws/>

(comprendre les forces du ministère de la Défense) et les « autres troupes, formations et organes militaires destinées à remplir des missions de sécurité militaire par des méthodes militaires ». L'article 2 de la loi sur le service militaire et la conscription du 28 mars 1998 donne la liste de ces ministères et services : à côté du ministère de la Défense, on trouve les services spéciaux (FSB et SVR, schématiquement nos DGSI et DGSE), les Troupes de l'Intérieur, dépendantes du ministère de l'Intérieur, le FAPSI (transmissions gouvernementales), Service fédéral des constructions spéciales, le FSO (service fédéral de protection, chargé, notamment, de la protection du Kremlin, des ambassades et des ministères) et les Services fédéraux des Gardes-frontières et des Constructions spéciales. Toutes ces structures, qui tombent sous la loi sur la Défense nationale (*natsionnal'naya oborona*) peuvent accueillir des appelés du contingent. Ces *strouktury* ont, depuis 1998, pour certaines évoluées. Les gardes-frontières ont ainsi, comme sous l'URSS, été rattachés au FSB, tandis que le FSKN (Service fédéral de lutte contre la drogue) et le FMS (service fédéral des migrations) qui n'apparaissent pas dans la liste de 1998 mais disposent eux aussi de personnel armé, ont rejoint en 2016 le ministère de l'Intérieur (MVD), celui-ci perdant dans le même temps ses troupes mécanisées, ses forces de police anti-émeute (OMON) et d'intervention (SOBR) au profit de la nouvelle venue : la Garde nationale (*VNG Rossii* ou *RosGvardiya*). Celle-ci est directement subordonnée au Président Poutine. Ses missions officielles vont de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé à la défense de sites sensibles (pont de Kertch, par exemple) et le maintien de l'ordre sur tout le territoire russe. Depuis 2016, la *RosGvardiya* est autorisée par décret présidentiel à faire usage de la force à l'étranger, notamment dans le cadre d'opérations de maintien de la paix. Son organisation est calquée sur celle de l'armée. Elle compte un régiment d'hélicoptères de transport (*Mi-8 et Mi-26*) et de combat (*Mi-24P, Mi-8MTV-2*) et un escadron de transport aérien (*An-72, Tu-134 et 154*), une division spéciale autonome, douze brigades spéciales (*chacune à 3 bataillons à l'image des bataillons de fusiliers motorisés, sans leur bataillon blindé mais avec leur artillerie et les soutiens*) et 16 groupes d'intervention de type GIGN. Elle aurait conservé du MVD de petites unités de reconnaissance, construites avec l'appui du FSB, du SVR et du GRU à l'image des unités de reconnaissance de l'armée. Le tout représente peut-être quelque 170.000 hommes, militaires (*professionnels et appelés*) et civils, dont 50.000 attachés à des unités mécanisées. Sur cette masse, toutefois, peu d'unités sont susceptibles, en l'état, d'épauler les forces terrestres sur le terrain ukrainien (*présence d'appelés du contingent dans leurs rangs notamment et personnel non-formé au combat de haute intensité*) à l'exception des SOBR et des OMON déjà présents, sans surprise, dans le conflit où ils occupent des fonctions de maintien de l'ordre dans les zones conquises. Certains de ces petits groupes auraient subi de lourdes pertes<sup>69</sup>. Ces unités s'étaient entraînées en février 2022, en Crimée, lors de l'exercice *Zaslon* (voir tableau G infra). Notons également la présence au sein de la Garde nationale du 141<sup>ème</sup> régiment motorisé *Akhmat Kadyrov* (*ex-bataillons spéciaux Sever et Yug*) un régiment constitué de Tchétchènes issus de l'entourage de Ramzan Kadyrov, l'actuel gouverneur de la petite république du Caucase, qu'on ne présente plus. Ces hommes, entre 1000 à 1500, même si Kadyrov a pu évoquer le chiffre de 5000, ont été très largement impliqués dans les combats de

<sup>69</sup> Voir notamment (en russe), l'article de *Krym.Realii* du 23 mars 2022 faisant état de la mort de 4 lieutenants colonels du SOBR de l'oblast de Vladimir. (<https://ru.krymr.com/a/sobr-tyazhelye-poteri-imena-pogibshikh-v-ukraine-ofitserov-rosgvardii/31766639.html>)

Marioupol. Des Tchétchènes d'un autoproclamé « *bataillon de la mort* » avaient déjà combattu au Donbass en 2014.

Les unités des forces terrestres des gardes-frontières du FSB (FPS) représentent un autre vivier potentiel, soit directement (*constitution en unités de combat*), soit indirectement (*remplacement des militaires dans les bases à l'étranger*). Elles aussi sont dotées de moyens mécanisés (*BTR-80, BPM-97*), d'artillerie (*2S1, 2S9, 2S12*), d'aéronefs, pour des effectifs de quelque 170.000 hommes. Ces gardes-frontières pourraient notamment en Ukraine servir à sécuriser les zones débarrassées des unités ennemies.

Enfin, quelques milliers d'hommes supplémentaires pourraient certainement être trouvés en puisant dans les effectifs pléthoriques des autres armes et armées (*marine, RVSN, VKS, services logistiques, etc.*). La 126<sup>ème</sup> brigade côtière, en fait une classique brigade de fusiliers motorisés, est ainsi déployée dans le sud de l'Ukraine depuis le début du conflit. On peut aisément imaginer des marins ou des aviateurs patrouillant, kalachnikov à la main, dans les rues de Marioupol ou de Kherson. Pourquoi pas ? Ces militaires ne sont toutefois pas formés pour le combat terrestre et leur rôle se limiterait, comme celui de la Garde nationale ou des FPS, à la surveillance de zone, au maintien de l'ordre dans les villes ou, au mieux, à la lutte contre de petits groupes ennemis faiblement armés. L'EMG, toutefois, je l'ai déjà souligné, ne peut pour des raisons évidentes ponctionner une partie des effectifs de la marine, des RVSN, des VKS, encore moins des FPS, sans risquer de saper la sécurité des frontières ou le fonctionnement de certaines infrastructures stratégiques (*silos de missiles, triade nucléaire, PVO de Moscou, ports et bases militaires, etc.*) et alors même que les tensions avec l'OTAN et les Etats-Unis sont à leur comble. Beaucoup d'unités ont déjà été retirées des frontières avec la Chine, du Caucase et d'Asie centrale, c'est là probablement un maximum de ce qui peut être fait sans déstabiliser ces régions. Comme je l'écrivais dans un article précédent : *l'empire est instable* et le Kremlin le sait pertinemment.

### **En guise de conclusion**

L'armée russe a été pensée et conçue pour une guerre de destruction des forces armées de l'OTAN, pas pour une guerre d'occupation sur un territoire aussi étendu que celui de l'Ukraine. C'est l'un des nombreux paradoxes de cette armée : elle peut mille fois atomiser l'Europe ou les Etats-Unis, mais, faute de forces conventionnelles en nombre suffisant, elle piétine pendant trois mois devant les lignes de défense de l'armée ukrainienne. Début juin 2022, ses gains territoriaux, toutefois, ne sont pas anodins, avec, depuis 2014, pas moins, selon les propres chiffres du président Zelensky, de **20% du territoire ukrainien** (125.000km<sup>2</sup>) qui se trouve entre les mains de Moscou, tandis qu'en mer Noire, la flotte russe de mer Noire mène le blocus des ports de mer Noire. L'Ukraine devient un pays enclavé, coupé de ses marchés extérieurs.

Ce conflit est étrange, anachronique. Débuté, comme le Printemps de Prague (1968) jadis, par la volonté de Moscou d'empêcher à ses frontières l'émergence d'un régime démocratique dont le modèle pourrait saper ses propres institutions et mettre à mal ses réseaux politico-affaristes, il a pris l'allure d'une expédition

punitive. Une fuite en avant irrationnelle, presque rageuse face aux échecs à répétition de l'armée russe. Il ne s'agit plus de contrôler le pays, ses villes, de mettre ses infrastructures économiques au service de l'économie russe, mais au contraire de les détruire, y compris dans l'est, pourtant prétendument peuplé, selon la propagande du Kremlin, de populations pro-russes. Depuis début mars 2022, cette guerre a pris, comme hier en Syrie, **l'aspect d'une guerre totale de type Seconde Guerre mondiale**, dans laquelle l'assaillant détruit par tous les moyens disponibles, et où qu'ils se trouvent, les forces de l'ennemi, sa logistique, ses centres de commandement, ses réserves de carburant, les routes et voies de chemin de fer, tout objectif jugé stratégique, etc., sans tenir compte des pertes civiles que les combats engendrent. On est ici à mille lieux des pratiques des armées occidentales en Afghanistan ou en Syrie. Au vrai, ce conflit est le parfait reflet de la vision que les élites russes, militaires et civils, se sont forgées du monde et d'elles-mêmes sous l'influence de l'héritage soviétique, jamais remis en cause, le reflet de la psychologie et des idéologies qui animent ces dirigeants et ces généraux, **de leur volonté atavique, presque pavlovienne, de faire jouer à la Russie un rôle de puissance mondiale quand son PIB, sa démographie, sa base technologique et industrielle, ses conflits intérieurs, la dépendance de son économie aux matières premières, auraient dû la voir privilégier son espace national, déjà gigantesque**. Un pays dont la politique agressive, impériale, à ses frontières est *naturellement* génératrice de **conflits épuisants, stériles**, qui, le processus est à nouveau à l'œuvre sous nos yeux, conduisent comme toujours dans l'histoire russe, à l'apparition au Kremlin d'un régime politique de plus en plus répressif. D'un pays qui s'évertue à envoyer des sous-marins nucléaires devant les côtes américaines alors même que certaines de ses régions manquent de routes, d'eau potable et d'électricité. Un pays, le plus étendu du monde, dont **le PIB nominal par habitant n'arrive qu'en 65<sup>ème</sup> position mondiale, devant l'île Maurice et derrière l'Argentine (FMI, 2021)**, mais entend rivaliser en puissance et en influence avec la Chine, les Etats-Unis ou l'Union européenne. La Russie n'a jamais eu les moyens des ambitions géopolitiques de ses dirigeants !

L'avenir qui s'offre à l'Ukraine après ce conflit est dramatique. Ses infrastructures économiques et urbaines en deçà d'une ligne Kyiv-Crimée sont très dégradées alors même que les combats sont toujours en cours. **Mais la part la plus inquiétante de cet avenir est probablement son volet démographique**. Il n'y a d'avenir que d'hommes. Depuis 1993, avant même le début du conflit, l'Ukraine avait déjà perdu dix millions d'habitants en raison de l'émigration et d'un solde naturel dramatiquement bas. Le conflit militaire n'a fait aggraver la crise démographique. Depuis le 24 février 2022, le pays compte ainsi, selon les chiffres de l'ONU, quelque 8 millions de déplacés intérieurs et 6,6 millions de réfugiés à l'étranger, à 90% des femmes et des enfants. Paradoxalement, c'est la partie est de l'Ukraine, celle-là même que Moscou entendait libérer en priorité des supposés « nazis de Kyiv », qui est la plus touchée par les combats. Le coût de relance de l'économie et de remise en état des infrastructures du seul Donbass seraient pour Moscou énormes. Les travaux ne pourront se faire – si les budgets sont trouvés – que sur le long temps et une fois le conflit achevé. Rappelons que la seule reconstruction de la Tchétchénie a officiellement coûté entre 2001 et 2014 au budget russe 464 milliards de roubles, soit entre 5 et 7 milliards de \$<sup>70</sup>.

---

<sup>70</sup> Kommersant/RBK du 29 mars 2022.



Or les destructions dans les *oblasts* et régions qui sont ou viendraient à être occupés par Moscou d'ici quelques semaines ou mois sont incommensurablement supérieures à celles de la petite république du Caucase<sup>71</sup>. A ces destructions s'ajoutent les centaines de milliers de munitions, bombes, mines et IED non-explosés, les milliers de réserves de carburant et usines chimiques détruites, etc. qui vont constituer pendant des années un danger mortel pour toute vie humaine, sans compter les pollutions des sols et des nappes phréatiques qu'ils engendreront. Ces régions ont également été largement vidées de leurs habitants, dont seule une faible part a été « accueillie » en Russie<sup>72</sup>. Tout semble indiquer que l'est du pays, si le conflit ne s'étend pas, pourrait prendre l'aspect d'une grande Abkhazie : des régions dévastées, vidées de leur population jeune, possiblement rattachées à la Fédération russe après de pseudo-référendums, tout en gardant un statut non-officiel de zone tampon d'avec le reste de l'Ukraine. Les régions occidentales du pays, quant à elles, conserveraient, certes, de larges pans de leurs infrastructures intacts, mais demeureraient sous la menace d'une résurgence du conflit si la Russie venait à le décider. **Cette Ukraine-là peinera à attirer à elle capitaux et investissements étrangers.** Elle demeurera un Etat mutilé, enclavé, fragile, très dépendant de l'aide internationale. Son entrée dans l'UE pourrait n'y rien changer.

Reste à connaître les décisions que prendra le Kremlin dans les mois et les années à venir. Si l'on prend pour argent comptant les termes du discours prononcé par V. Poutine au matin du 24 février 2022 (voir tableau H infra), l'offensive russe ne viserait qu'à « *démilitariser et dénazifier* » l'Ukraine, c'est-à-dire détruire son armée et sa BITD, et ne prévoirait pas d'occupation. Quelques jours plus tard, face aux premiers déboires de son armée, le Kremlin ajoutait ne plus vouloir d'un changement de régime à Kyiv. Les combats n'en continuaient pas moins. *A contrario*, pris au pied de la lettre, l'article de commande de ce T. Sergueïtsev, déjà évoqué ci-dessus, et les déclarations de nombreux politistes russes ne sont ni plus ni moins que des appels à la destruction totale de l'Ukraine en tant qu'Etat et nation, mais aussi au massacre d'une partie de sa population<sup>73</sup>. Partant, ils laissent bien entrevoir **un conflit long**. J'ai toujours considéré qu'il existait une barrière entre les écrits des idéologues russes – dont le rôle serait avant tout de donner à la nouvelle génération, celle née après 2000, une idéologie qui garantirait la pérennité du pouvoir poutinien – et les idées qui animent les équipes du Kremlin. Ces idées seraient pragmatiques, rationnelles, façonnées par les faits et la réalité des relations internationales. Les violences perpétrées par l'armée russe dans les zones occupées et l'ampleur des bombardements semblent devoir me donner tort et pourraient être la preuve que **V. Poutine et son entourage ont fini par devenir eux-mêmes victimes de ces idéologies « nationalo-impériales » qu'ils ont contribuées à créer.**

Si le régime poutinien perdure, sous sa forme actuelle ou, demain, sous une forme plus autoritaire encore, cette guerre ne peut que durer. Côté russe, elle tourne, certes, à la pantalonnade : le gouvernement ukrainien, comme l'armée, tiennent

<sup>71</sup> Mi-mars, le président Zelensky évoquait déjà quelque 100 milliards de \$ de dégâts sur l'ensemble du territoire. Le 21 mai, le PM ukrainien, D. Shmyhal, faisait passer ce chiffre à 600 milliards de \$.

<sup>72</sup> Notons que 770.000 habitants du Donbass avaient déjà, au 20 février 2022, obtenu un passeport russe (Kommersant). Sur les 548.000 réfugiés ukrainiens présents en Russie au 31 mars, 161.000 avaient ainsi la nationalité russe (Kommersant). Au 1<sup>er</sup> juin, les autorités russes comptabilisaient sur leur territoire quelque 1,6 million de réfugiés ukrainiens sur leur sol, dont 260.000 enfants, la plupart en provenance du Donbass sous occupation russe (TASS). L'ONU, de son côté, n'évoque que le chiffre de 971.000 réfugiés.

<sup>73</sup> Voir notamment les nombreux articles de F. Thom sur le site <https://desk-russie.eu/>

toujours, Kyiv ne varie pas dans sa volonté de rejoindre l'UE et l'OTAN, le peuple ukrainien, y compris les russophones, sont unis comme jamais, l'Eglise orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou a rompu avec le patriarcat de Moscou, l'Alliance atlantique qui était il y a quelques mois encore « *en état de mort cérébrale* » (E. Macron, 2019) a redressé la tête alors que Suède et Finlande s'apprêtent à la rejoindre, les Etats-Unis réaffectent des troupes en Europe, l'Allemagne se réarme, les armées et les armes russes sont discréditées, l'économie et l'industrie exposées à des sanctions sans doute uniques dans l'histoire de l'Europe moderne. On pourrait presque en rire, si des dizaines de milliers de pauvres gens n'étaient morts sous les bombes. Les facteurs géopolitiques qui ont poussé Moscou à intervenir sont donc non seulement toujours présents, mais encore ont-ils été démultipliés par les événements. V. Poutine peut-il alors seulement se satisfaire de l'occupation des deux uniques *oblasts* du Donbass quand, d'évidence, le dispositif russe du 24 février 2022 avait pour but la saisie des côtes de la mer Noire, de Kyiv et de la majeure partie de l'est de l'Ukraine<sup>74</sup> ? On objectera que le président russe ne saurait aller contre les réalités militaires. L'armée ukrainienne, même si elle a perdu quelques unes de ses meilleures unités, n'est pas aussi affaiblie qu'elle l'était en 2015, contraignant Kyiv à signer les accords de Minsk. Même si, on l'a vu, l'armée russe (hors supplétifs) n'est pas aussi amoindrie par les combats qu'on le dit, elle ne devrait pas disposer dans les semaines et les mois à venir des forces nécessaires pour lancer des attaques de grande ampleur et affaiblir les FAU au point de les contraindre à marquer une pause, voire obtenir une trêve dans les combats.

Risquons un scénario. Sauf militairement contrainte, l'armée russe devrait essayer de se maintenir dans les zones qu'elle contrôle sur la rive droite du Dniepr (Kherson-Vassylivka) tout en cherchant à créer des lignes défensives, peut-être le long des rivières Samara, Seversky Donets ou Oskil. Cela ne figerait pas le conflit, mais placerait les FAU en position délicate d'attaquant. Au vu des pertes ukrainiennes élevées dans la région (voir note de bas de page 37), c'est là un scénario plausible, qui éviterait l'enlisement, même s'il sous-tend encore des semaines de combat et la prise de plusieurs villes. Le répit de quelques mois, voire années, pourquoi pas, ainsi obtenu permettrait à Moscou de mettre sur pied plusieurs dizaines de nouveaux GTB et d'unités d'infanterie à partir de ses dizaines de milliers de réservistes, volontaires et soldats réaffectés et des milliers d'équipements présents dans les bases de matériel, de reconstituer les stocks de munitions, d'analyser les causes des échecs subis et, au besoin, de modifier son modèle opérationnel. A l'instar des précédents de 2008 en Géorgie puis de 2014 en Crimée/Donbass, **le conflit serait ensuite réactivé**. Moscou ne chercherait naturellement pas à s'emparer de toute l'Ukraine, il ne l'a jamais voulu, mais de revenir aux objectifs premiers de l'opération à l'instant évoqués dont la réalisation **affaiblirait considérablement l'Etat ukrainien et permettrait, le long de la mer Noire, la création d'un pont terrestre depuis la Russie vers les régions de Transnistrie et des Carpates/Balkans**.

Ce scénario souffre toutefois de faiblesses, la première étant que toute pause aurait aussi pour conséquence de permettre aux forces ukrainiennes, qui

---

<sup>74</sup> Grande région industrielle, l'est de l'Ukraine abrite des gisements de charbon et de fer, produit de l'acier et du blé. Ces infrastructures industrielles sont toutefois en général plutôt âgées et auraient besoin d'être modernisées.

continuent d'être équipées et entraînées par les pays occidentaux, de se renforcer elles aussi. Pour tenir sur les positions acquises, et freiner le conflit, Moscou utilisera l'arme de la diplomatie, du chantage et de l'humanitaire. On le voit d'ores et déjà dans les propositions faites par V. Poutine de lever le blocus des ports ukrainiens en échange de la levée des sanctions, tandis qu'en arrière-fond la propagande propage des rumeurs de famine mondiale<sup>75</sup>. Les réfugiés ukrainiens en Russie ou les prisonniers pourraient également servir de monnaie d'échange pour tenter d'obtenir une suspension des combats. Les pays les plus attentifs à « *ne pas humilier la Russie* », **le triplet France-Allemagne-Italie, mais aussi la Turquie, seront ensuite travaillés pour briser le front uni des Alliés**, notamment à l'approche de l'hiver quand les effets de la rupture des relations énergétiques avec Moscou commenceront à se faire sentir. Peut-être alors verra-t-on apparaître des propositions d'échange de gaz et de pétrole, malgré les bonnes intentions européennes, contre une suspension des livraisons d'armes à Kyiv. Les opinions publiques des pays africains et arabes, très dépendants des livraisons de blé ukrainien et russe, ne seront pas oubliées. Tout cela tient de la grosse ficelle, naturellement, la parole de Moscou est si discréditée. Mais qu'en sera-t-il sur le temps long si la crise dure ? Sur un plan plus militaire, l'armée russe dispose des armes nécessaires pour tenir sur des positions retranchées : son armée de l'Air et son aviation d'armée, ses milliers de bouches à feu dont ces énormes obusiers de type *Malka/Pion* (203mm) et *Tulpan* (240mm) dont on signale l'apparition au Donbass. Et puis, au besoin, en guise d'avertissement, ces bombes thermobariques aériennes de forte puissance (AVBPM). Larguée sous parachute depuis un avion porteur, un prototype de cette bombe aurait été testé en 2007<sup>76</sup>. L'emploi de l'arme nucléaire tactique, souvent évoqué au début du conflit, pour ouvrir une brèche dans les défenses ukrainiennes ou briser la défense d'une ville comporterait des risques dans la mesure où les isotopes radioactifs issus de l'explosion pourraient retomber sur le territoire de l'allié biélorusse et sur les zones occupées par l'armée russe ou ses alliés. Mais tout dépendrait, naturellement, de la puissance de l'arme utilisée et de l'endroit frappé. La plupart des missiles russes sol-sol et air-sol peuvent être équipés d'une tête nucléaire tactique de faible puissance, tandis que les obusiers *Malka/Pion* et *Tulpan*, à l'instant évoqués, sont *matériellement* capables de tirer des obus nucléaires, même si, officiellement, la Russie ne dispose plus de ce type de munition. Si **l'arme nucléaire tactique** sur le champ de bataille ukrainien de fait pas sens et pourrait même représenter une ligne rouge pour l'OTAN, elle **pourrait toutefois être brandie pour défendre les régions annexées, notamment le Donbass, qui par référendum deviendraient sujets à part entière de la Fédération russe**. Les FAU, en voulant les reconquérir, ne s'attaqueraient ainsi plus à des régions ukrainiennes, mais à des parties du territoire national russe, rendant légitime, aux yeux de Moscou, l'utilisation de l'arme nucléaire. C'est la raison pour laquelle, faute d'accords diplomatiques en ce sens, je crains que toute région ukrainienne conquise par l'armée russe ne puisse retourner sous juridiction ukrainienne, pas plus que ne sera levé le blocus naval des ports de mer Noire. La Crimée en est l'exemple parfait.

---

<sup>75</sup> Voir l'interview du chercheur Nicolas Bricas :

[Guerre en Ukraine et crise des céréales : quel est le risque d'une famine à l'échelle mondiale ? \(tv5monde.com\)](https://www.tv5monde.com)

<sup>76</sup> De mémoire, ce film de propagande russe montrait en fait ... le largage d'une MOAB américaine depuis un C-17 ou un C-130.

Le salut pour l'Ukraine, s'il peut y avoir un salut, ne pourrait venir que d'une intervention de l'OTAN que l'on conçoit, pour les raisons que l'on sait, très hasardeuse pour la paix de l'ensemble du continent. Cette intervention-là, où l'Ukraine servirait de champ de bataille général, serait un remède sans doute pire que le mal. Un autre espoir, naturellement, pourrait venir de Russie au cas où l'armée russe se verrait obligée de cesser le combat sur la ligne de cessez-le-feu, ou de se retirer sous le poids conjugué des sanctions économiques et des pertes humaines et matérielles dans ses rangs. C'est là un espoir ténu, réel toutefois, mais qui sous-tendrait, on vient de le dire, plus un gel qu'un véritable règlement du conflit. Quant à d'éventuels troubles sociaux en Russie qui mèneraient à un renversement de V. Poutine, les derniers « sondages » montrent que ce conflit, au lieu de mobiliser la population russe contre la guerre, l'aurait, au contraire, soudée autour de son président. On peut toutefois imaginer qu'une défaite humiliante fissurerait ce consensus.

Cette guerre marque également le retour des Etats-Unis sur la scène européenne et la faillite navrante du concept d'Europe puissance. **Sans l'effet d'entraînement de Washington**, l'Ukraine aurait, comme en 2014, et comme la Géorgie avant elle, été laissée à son sort et n'aurait reçu des pays européens que des encouragements diplomatiques, des équipements non-létaux et aucun des armements modernes qui lui ont permis depuis trois mois de casser les offensives russes. Ce retour des Etats-Unis enterre sans doute pour de longues années toute perspective de défense européenne autonome, disposant de ses propres armements stratégiques, et redonne à l'OTAN son importance centrale dans la défense du continent, notamment avec l'adhésion de la Suède et de la Finlande et l'implication forte de la Grande-Bretagne dans l'aide apportée à Kyiv. Il marque également **le naufrage moral des grands pays de l'Ouest européen – France, Allemagne et Italie en tête** – qui n'ont cessé depuis 1991 de désarmer et de voir dans Moscou, pour des raisons à la fois commerciales et idéologiques, notamment à Paris, un partenaire comme les autres, aisément manipulable par le commerce et la diplomatie, utile aussi pour diluer l'influence américaine sur le continent. Malgré les sanctions occidentales, la Russie n'est pas isolée sur la scène internationale comme l'ont montré le vote du 2 mars 2022 dans le cadre de la résolution de l'ONU sur « *l'opération militaire spéciale* » russe en Ukraine et celui du 7 avril 2022 portant sur l'exclusion de Moscou du Conseil des droits de l'Homme. De très nombreux pays, dont les BRICS, le Mexique, le Pakistan, la Turquie, les pays de la CEI, plusieurs pays africains, d'Amérique latine, du Proche et du Moyen-Orient, non seulement n'appliquent pas les sanctions, mais n'ont aucunement infléchi leurs relations avec Moscou. **Ces sanctions sont donc aussi révélatrices d'une cassure entre les pays occidentaux et une large partie du monde. La Russie va en jouer, on l'a vu, comme elle va jouer de l'affaiblissement de nos économies sous l'effet de nos propres sanctions et des dissensions entre alliés qui ne manqueront pas d'apparaître** en cas de prolongement ou d'extension de la guerre. La disparition à nos frontières de « *la question russe* » demeure une perspective tragiquement lointaine.

Manuscrit clos le 4 juin 2022

Copyright 4 juin 2022-Gloagen/Diploweb.com

**Tableau G : liste des exercices ayant précédé l'intervention en Ukraine**

Date	Nom de l'exercice/type	Remarques
mi-février 2022	Exercices navals et aériens en Syrie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Exercice de lutte ASM, de contrôle des approches maritimes et aériennes. 15 bâtiments présents en MEDOR. Cet exercice s'inscrit dans un exercice global de la marine russe en Atlantique, Pacifique, mers de Barents, d'Okhotsk et MEDOR. 6 navires de débarquement des flottes du Nord et de Baltique relâchent à Tartous dans le cadre de l'exercice.</li> <li>30 aéronefs des VKS, dont ? Mig-31K/missiles Kinzhal, 2 Tu-22M3/missiles Kh-22 (AN). En RM Sud, 10 Mig-31K seraient opérationnel avec Kinzhal (MINDEF).</li> </ul>
10 au 20 février 2022	Détermination de l'Union-2022 (exercice russo-biélorusse)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le MINDEF biélorusse annonce dès le 18/01 l'arrivée de troupes russes (non déterminé) pour des exercices de « <i>préparation au combat</i> » qui se tiendront en février. Il s'agira de manœuvres russo-biélorusses.</li> <li>Côté russe : 12 Su-35, unités de PVO/PRO (S-400, Pantsir-1), unités de RM Est, BMP-2, transports de troupes Typhoon-K, MT-LB, ponts flottants PP-2005, BM-27, SS-26 Iskander-M (103ème et 107ème B art ?), unités de GE. 2 bataillons de S-400 de la PVO d'Extrême-Orient (RM Est) sont déployés en Biélorussie et incluent dans la défense PVO intégrée russo-biélorusse.</li> </ul>
6 février 2022	Zaslon-2022	Exercice de projection des unités de la Garde nationale (hommes, blindés, aéronefs) → a sans doute servi à masquer l'envoi de ces unités vers la frontière ukrainienne.
25 janvier 2022	Exercice interarmées : Crimée, mer Noire et Caspienne	6000h, armée de l'air (chasse, bombardement), marine
14 janvier 2022	Début exercice inopiné de préparation au combat de la RM Est	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entraînements dans le cadre du prochain exercice stratégique Vostok-2022 : tir, un soin particulier sera apporté « <i>au transport opérationnel de troupes</i> ».</li> </ul>
12 janvier 2022	Début exercice tactique de la RM Sud	<ul style="list-style-type: none"> <li>10.000h, entraînement de « GTB des unités FM de la RM » et d'unités de défense côtière de la Flotte de mer Noire et de Caspienne : lutte contre les drones, unités de GE, unités NRBC (?). Les GTB utilisent de nouveaux moyens : tirs de contre-batterie, snipers, etc.</li> </ul>
11 janvier 2022	Début exercice « tactique » de la RM Ouest	3000h + 300 équipements (dont des T-72B3 et BMP-2) d'une unité d'une des 2 AIA (peut-être la 6 <sup>ème</sup> ) de la RM Ouest : oblast de Voronezh, Belgorod, Bryansk et Smolensk.
9 janvier 2022	Exercice des forces d'alerte opérationnelle de l'armée de l'Air (Crimée)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aéronavale (plastron) et unités de PVO de Crimée (PVO de la marine) et PVO de la RM Sud : S-400, Pantsir-S.</li> </ul>
26 décembre 2021	Exercices de tir de la 150 <sup>ème</sup> DFM (8 <sup>ème</sup> AIA) – RM Sud	<ul style="list-style-type: none"> <li>Exercice du bataillon de RECO de la DFM, oblast de Rostov (semble être resté en exercice alors que le reste des troupes (voir infra) est rentré aux casernements)</li> </ul>
Fin décembre 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>Exercice des forces parachutistes en Crimée et près de la frontière ukrainienne (oblast de Krasnodar),</li> <li>Exercice de la RM Sud :</li> <li>Exercices de tirs et déplacements tactiques (RM Ouest)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>RM Sud (Astrakhan, Volgograd, Rostov, Crimée, Stravropol, Krasnodar, Ossétie du Nord, forces russes en Abkhazie, Arménie et Ossétie du Sud) : 10.000h → exercices basiques (marches/déplacements tactiques) + exercices « <i>des GTB/GTIA et des groupes tactiques de toutes les unités des armes/Rod Voysk de RM Sud</i> » vers terrains de manœuvre (sans doute unités parachutistes). Pendant les fêtes, plusieurs unités de la RM sont placées en état d'alerte opérationnelle (exercice du 21 au 25/12).</li> <li>Crimée et Krasnodar (RM Sud), troupes parachutistes : 1200h et 250 véhicules (BMD-2K-AU, ZU-23 et MANPADS Verba, Tos-1A, 2S-9) et avions. Simulation d'assaut contre une zone protégée, combats avec utilisation de drones. Il s'agit</li> </ul>

		<p>également d'un exercice regroupant les EM des unités des troupes aéroportées.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Oblasts de Voronezh, Belgorod, Kursk, Bryansk et Smolensk (RM Ouest) : Exercices par grand froid (-20°)</li> <li>Kyiv signale à ses frontières la présence de 52 GTB russes.</li> </ul>
<b>2 décembre 2021</b>	Le président Lukashenko annonce la tenue « dans les 2 mois » d'un exercice russo-biélorusse à la frontière avec l'Ukraine. Selon lui, l'armée biélorusse compte aujourd'hui 65.000h, mais « on ne peut exclure d'augmenter les effectifs de 5000 hommes, dans la mesure où il faut couvrir le Sud ». Le 30 novembre des Su-30SM russes et biélorusses avaient patrouillé le long de la frontière avec l'Ukraine et la Pologne.	
<b>1<sup>er</sup> décembre 2021</b>	Début de l'entraînement d'hiver de l'armée russe	10.000h (3 grandes unités) en RM Sud. Ces exercices ont pour but d'aguerrir les jeunes appelés issus du recrutement de l'automne. Les premiers exercices (basiques : marches de nuit) se déroulent en RM Sud (oblast de Volgograd)
<b>20 novembre 2021</b>	Exercice d'artillerie/missiles, polygone d'Ivanovo (RM Ouest)	100h et équipements issus de la 112 <sup>ème</sup> brigade de missiles sols-sol (SS-26 Iskander M) de la 1 <sup>ère</sup> ABg.
<b>mi-novembre 2021</b>	Exercice conjoint aéroporté avec la Biélorussie (Grodno) sur des « zones non reconnues »	250 parachutistes côté russe. 2 trouvent la mort lors d'un saut. Les Russes étaient déployés en Biélorussie dans le cadre d'une vérification inopinée de leur état opérationnel. Forces russes et biélorusses forment un GTB/GTIA commun. L'exercice a lieu sur fond de crise des migrants à la frontière polonaise.
<b>26 septembre 2021</b>	Exercice de la défense côtière de Crimée	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Mise en œuvre de missiles AN Bastion. 2 navires de débarquement jouent le rôle de plastron</b></li> <li><b>Notons qu'il peut tout aussi bien s'agir d'un exercice dans lequel les navires de débarquement s'entraînent à débarquer sur une côte fortement défendue.</b></li> </ul>
<b>10 au 16 septembre 2021</b>	<b>Zapad-2021</b> (exercice russo-biélorusse) → 5 terrains d'entraînement en Biélorussie et 10 en Russie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les premiers échelons russes arrivent en Biélorussie le 22/07 (officiellement de la RM Ouest)</li> <li>200.000 hommes, russes et biélorusses (12.000) (dont 2500 Russes en Biélorussie), 80 avions, 300 chars (760 blindés), 240 systèmes d'artillerie et une quinzaine de navires (Baltique). L'oblast de Kaliningrad est impliqué dans l'exercice. Pour la 1<sup>ère</sup> fois la 76<sup>ème</sup> DAA réalise un saut de nuit (600h/9 véhicules) depuis 20 Il-76MD. L'appui-feu est réalisé par des Su-30SM, des Mi-8MTSh et des Ka-50 sous couverture aérienne d'un A-50U et d'un IL-22SURT. Présence de 2000h issus des pays membres de l'OTSC et de l'OCS.</li> <li>Notons que plusieurs exercices sont organisés peu avant et peu après Zapad au Kirghizstan (cadre OTSC), dans les Kouriles (blindés, artillerie), avec la Chine, Tadjikistan (OTSC) → certaines des unités impliquées vont se retrouver en Ukraine en février.</li> </ul>
<b>Début septembre 2021</b>	Exercice des réservistes de l'armée russe	L'exercice a lieu dans l'oblast de Kaliningrad qui sera impliqué dans Zapad (cf supra). Les réservistes des RM Sud, Centre et de l'OSK Nord sont acheminés par avion à Kaliningrad. Ce type d'exercices existe depuis 2016.
<b>Fin août 2021</b>	Exercice des forces aériennes de RM Ouest	450 avions (avions, hélicoptères, drones) mis en œuvre. Sont notamment répétées des opérations de MCO des avions, y compris à partir de pistes improvisées sur autoroutes, grâce au déploiement d'unités militaires mobiles de maintenance et d'équipes de maintenance des industries civiles de défense
<b>Fin juillet 2021</b>	Exercice de défense côtière en mer Baltique	Cet exercice ferait partie de Zapad-21 : pose de mines dans le Golfe de Finlande, déploiement des défenses côtières (Bal, Bastion)
<b>Fin juin 2021</b>	Exercice de défense antiaérienne des bases de Tartous et de Hmeïmim par le groupe naval russe en Méditerranée, dont le	Exercice coordonnée avec les forces aériennes (Mig-31K (porteurs de Kinzhal), Tu-22M3, Il-38, Tu-142MK (ASM) qui jouent le rôle de plastron

	croiseur Moskva et 2 sous-marins	
<b>Fin avril 2021</b>	Vérification surprise par le MINDEF de l'état opérationnel des forces russes en Crimée (entre Kertch et Féodossiya)	Met en œuvre les unités terrestres et aériennes de la presqu'île, la PVO, les troupes côtières, les forces navales de mer Noire et de Caspienne, notamment les navires de débarquement de troupes. Simulation de débarquement de Troupes de marine, transport de troupes par avions gros porteurs. Le survol aérien d'une partie de la Crimée et de la mer Noire est interdit, comme le transit des navires étrangers dans 3 zones maritimes. L'UE dénonce la présence aux frontières de l'Ukraine de 100.000 soldats russes, Kiev la présence à ses frontières de 62 GTB russes.
<b>Septembre 2020</b>	Caucase-2020	Met en œuvre les forces de la RM Sud, mais aussi certaines unités en mer Noire et mer Baltique. 13.000h, plusieurs centaines de blindés

## Tableau H : chronologie de la préparation des opérations

<b>Juillet 2021</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Article fleuve de V. Poutine dans lequel il rappelle la création artificielle de l'Ukraine par les bolcheviks, Russie et Ukraine forme un seul peuple, etc. L'article va servir d'éléments de langage pour la crise à venir.</li> </ul>
<b>17 février</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Echanges de tirs à l'arme lourde se multiplient le long de la ligne de front entre séparatistes prorusses et forces ukrainiennes</li> </ul>
<b>18 février</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les dirigeants des DNR/LNR par vidéo annoncent évacuer les populations civiles vers la Russie. Ces vidéos auraient en fait été tournées le 16.</li> <li>Nombreux incidents sur la période mettant en cause des « <i>saboteurs ukrainiens</i> », certains « <i>parlant polonais</i> », voire « <i>incursions</i> » des FAU en Russie le 21/02.</li> </ul>
<b>20 février</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Arrivée au Donbass de volontaires de Crimée (dont des Cosaques), selon le « coordinateur du comité d'intégration Russie-Donbass » :</li> </ul>
<b>21 février</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les DNR/LNR appellent Poutine à reconnaître leur indépendance et mettre en place une « coopération en matière de défense ».</li> <li>Réunion du CS qui vote pour la reconnaissance de l'indépendance des DNR/LNR</li> <li>Long discours de Poutine niant la légitimité de l'Etat ukrainien et reconnaissant l'indépendance et promettant, notamment, de punir les coupables de la tragédie d'Odessa en 2014. Puis il signe 2 décrets (reconnaissance et instauration des liens diplomatiques).</li> </ul>
<b>22 février</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Poutine ordonne au MID de mettre en place des liens diplomatiques avec DNR/LNR et de préparer un Accord d'amitié, de coopération et de soutien mutuel.</li> <li>Après le vote de la Douma/Sénat, la Russie reconnaît la souveraineté des LNR et DNR dans les « limites administratives reconnues par leur constitution ». Celles-ci correspondent aux oblasts de Donetsk et de Lougansk « quand ils étaient dans l'Ukraine ». L'accord permet la mise en place de bases russes dans ces régions. Il est valable 10 ans puis reconduit tacitement pour 5 ans. Les frontières exactes devront être tracées lors de pourparlers entre les deux républiques séparatistes et l'Ukraine : ce n'est pour l'instant pas possible pacifiquement, mais ce le sera dans le futur (K. 22/02 (19h40)). Les « accords de Minsk ont été tués longtemps avant la reconnaissance des LNR/DNR ». DNR/LNR ratifient l'accord en fin de matinée.</li> <li>Instauration de relations diplomatiques avec les LNR et DNR (décret présidentiel 71). Dans la soirée, les MAE/MID formalisent l'accord au niveau des ambassadeurs.</li> <li>La MID appelle les autres États « à suivre son exemple » et à reconnaître l'indépendance des Républiques séparatistes de l'est de l'Ukraine</li> <li>Vice-MINDEF N. Pankov : la situation au Donbass ne cesse de se détériorer. La Russie doit prendre sous sa protection les habitants de ces jeunes États, dont beaucoup, des centaines de milliers sont citoyens russes.</li> <li>(Soirée) Poutine demande au Sénat l'autorisation d'envoyer des soldats au Donbass pour y assurer « des fonctions de maintien de la paix ». La Douma vote dans la foulée. Poutine se dit prêt à démilitariser l'Ukraine si Kiev n'abandonne pas son projet de rejoindre l'OTAN.</li> <li>La Russie annonce évacuer ces diplomates en poste à Kiev et à Odessa, Lviv et Kharkov.</li> <li>« <i>Acte terroriste</i> » visant l'ancien MINDEF de DNR, V. Kononov, selon le MGU DNR.</li> </ul>
<b>23 février</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Selon le chef de la DNR, la mobilisation s'accélère « pour contrer l'agression ukrainienne ». « La situation est critique mais les séparatistes gagneront avec le soutien russe ». Les hommes de 18 à 55 ans sont appelés à s'enrôler pour monter au front.</li> <li>L'évacuation du personnel diplomatique russe à Kiev commence.</li> <li>Moscou : Il ne doit pas y avoir de doute : « <i>il y aura une riposte forte aux sanctions, pas forcément symétrique, mais bien calculée et douloureuse pour la partie américaine</i> »,</li> <li>Nouvelles cyberattaques, après celles du 16/02, contre les sites de la Rada, du MAE, du MVD et du MINDEF ukrainiens</li> <li>Le FSB dit avoir déjoué un « <i>projet d'attentat de Pravyi Sektor dans une église de Crimée</i> ». 6 terroristes arrêtés. Ce serait, selon le FSB, des Ukrainiens vivant en Crimée.</li> <li>Selon le MTchS, 96.000 réfugiés du Donbass sont à ce jour rentrés en Russie.</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un dépôt de bus est détruit par le feu à Lougansk, l'incident est qualifié de terroriste. Plus tôt, 2 civils auraient été tués par un tir ukrainien, toujours à Lougansk. Dans le <i>rayon</i> de Lénine à Donetsk c'est une explosion qui aurait eu lieu près du centre de la TV locale.</li> <li>• Dépôt de gerbes près du monument au soldat inconnu sous le Kremlin par Poutine qui félicite également les forces armées à l'occasion du jour des Défenseurs de la Patrie (23 février).</li> <li>• Soirée : Le Kremlin annonce avoir reçu un appel à l'aide des responsables des « républiques » séparatistes prorusse autoproclamées dans l'est de l'Ukraine pour « repousser » l'armée ukrainienne. L'aide a été requise « <i>sur la base</i> » des traités d'amitié conclus cette semaine avec Moscou et qui ouvrent la porte à une présence de l'armée russe sur ces territoires rebelles.</li> <li>• Vers minuit : la Russie ferme une partie de son espace aérien dans la région de Rostov, à l'est de sa frontière avec l'Ukraine «<i>afin d'assurer la sécurité</i>» des vols de l'aviation civile.</li> </ul>	
<b>24 février, aube : début des opérations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Début de matinée : « <i>La frontière d'Etat ukrainienne est attaquée par des troupes russes depuis la Russie et le Bélarus</i> », notamment par des tirs d'artillerie. Des explosions entendues dans plusieurs villes dont la capitale Kiev, Kharkiv, Kramatorsk, Dniepr, Donetsk, mais aussi les cités portuaires de Marioupol et Odessa</li> <li>• Bombardements de l'armée de l'air russe et des tirs « <i>de missiles Grad</i> » (source ukrainienne) contre les aéroports de Borisspol, Ozernogo, Kulbakino, Chuguev, Kramatovsk et Chornobaevka. Les oblasts de Lugansk, Sumy, Kharkiv, Chernigiv et Zhitomir sont attaqués, y compris depuis la Biélorussie. On compte 6 militaires ukrainiens tués à Podolsk (oblast d'Odessa), un homme tué à Marioupol et un autre dans l'oblast de Nikolaev.</li> <li>• Selon TASS, le poste frontière russe de Tetkino dans l'oblast de Kursk (150m de la frontière) aurait été visé par des tirs ukrainiens ce matin à 9h40. Le ou les postes de tirs ont été détruits par des tirs de représailles.</li> <li>• Selon les Ukrainiens, « <i>Des véhicules militaires russes, y compris des blindés, ont violé la frontière dans les régions de Tchernigiv (nord, frontière bélarusse), Soumy (nord-est, frontière russe), Lougansk et Kharkiv (est, frontière russe)</i>»</li> <li>• Des captures d'écran vidéo du Service national des gardes-frontières ukrainiens montrent des véhicules militaires russes qui entrent dans l'oblast de Kherson depuis la Crimée par le point de contrôle frontalier de Kalanchak.</li> <li>• Selon une source occidentale, un tweet montrerait des soldats russes hissant un drapeau sur la centrale hydroélectrique de Kakhovka, ville située sur les bords du Dniepr, à 60 km au nord de la Crimée</li> <li>• Selon l'OSCE, au cours des 24 dernières heures 528 violations du cessez-le-feu ont été enregistrées dans les zones contrôlées par la RPD et 1182 dans celles contrôlées par la RPL. Un drone d'observation et son poste de contrôle appartenant aux observateurs OSCE auraient été détruits par un « <i>homme en uniforme russe</i> ».</li> <li>• L'EM ukrainien réfute l'information faisant état d'un débarquement russe à Odessa.</li> <li>• «<i>La navigation dans les eaux de la mer d'Azov est suspendue depuis 4H00 (01H00 GMT) du matin jusqu'à nouvel ordre</i>», indique l'agence maritime russe</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>Déclaration de V. Poutine (4h du matin) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• S'appuyant sur l'appel à l'aide des séparatistes annoncé dans la nuit et de la politique agressive de l'Otan à l'égard de la Russie, dont l'Ukraine serait l'outil. « <i>Pour cela, nous nous efforcerons d'arriver à une démilitarisation et une dénazification de l'Ukraine</i> »,</li> <li>• (Je promets) de conduire «<i>au tribunal ceux qui ont commis de nombreux crimes, responsables de l'effusion de sang de civils, notamment des citoyens russes</i> ».</li> <li>• « <i>Nous n'avons pas dans nos plans une occupation des territoires ukrainiens, nous ne comptons imposer rien par la force à personne</i> »,</li> <li>• (Aux militaires ukrainiens) : « <i>Je vous appelle à déposer les armes</i> », et à « <i>quitter le champ de bataille sans entrave</i> ».</li> <li>• (Je ne veux pas) « <i>l'occupation</i> » de l'Ukraine, mais sa « <i>démilitarisation</i> ».</li> <li>• à ceux «<i>qui tenteraient d'interférer avec nous (...) ils doivent savoir que la réponse de la Russie sera immédiate et conduira à des conséquences que vous n'avez encore jamais connues</i>».</li> </ul> <p style="text-align: center;">----</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Selon le MINDEF russe, les GF ukrainiens n'ont opposé aucune résistance aux unités russes et tous les systèmes de défense aérienne ukrainiens ont été détruits, tout comme les bases aériennes. Les unités ukrainiennes quittent « <i>massivement</i> » leurs positions et déposent les armes.</li> <li>• Selon V. Nebenziya, ambassadeur russe à l'ONU,</li> </ul>

	Rosmorretchflot	<p data-bbox="1411 191 2038 319">l'opération spéciale russe a été lancée « <i>car l'Ukraine n'a pas entendu les appels à cesser ses provocations</i> ». «<i>Nous ne sommes pas agressifs envers le peuple ukrainien, mais envers la junte au pouvoir à Kiev</i>»,</p> <ul data-bbox="1366 319 2038 430" style="list-style-type: none"><li data-bbox="1366 319 2038 430">• Selon le Kremlin, l'opération militaire contre l'Ukraine durerait le temps nécessaire, en fonction de ses «résultats» et sa «pertinence», estimant que les Russes soutiendraient une telle offensive</li></ul>
--	-----------------	--